

Sommaire

EDITORIAUX

- Au revoir, M. le Ministrep.1
- Une assise culturelle.....p.2
- Des formations littéraires.....p.3
- L'industrie de l'enseignement.p.4

VIIIe CONGRES FIPF

- Petit lexique du congrès.....p.5

COMMISSIONS

- APFA, CEOp.6
- CEO, CAPp.7
- COPALCp.8
- Les recommandations de
l'APFA.....p.8

ASSOCIATIONS

- Géorgie, Rep. Slovaque.....p.4
- Allemagne, Botswanap.9
- Brésil, Costa-Rica, Etats-
Unis, France.....p.10
- Grèce, Guatemala, Inde.....p.11
- Porto-Rico, Roumanie.....p.12
- Suède, Rep. Tchèque.....p.13
- Russiep.15

LE FRANCAIS

DANS

VOS PAYS

- Argentine, Burkina Faso,
Chine, Europe orientale,
Roumanie.....p.15
- Suède, Tchécoslovaquie.....p.16

Directeur de la publication :
Jean A.Souillat

Collaborateurs pour ce numéro :
Roland Delronche, A-M Van Daal-
Hartong, J-C Gagnon, K.Kormokar,
M. Madanagobalane, F. Martinez,
Dan Ion Nasta, Fatoumata Ngadjaga,
Roger Retena, Robert Villanua,
Vaclav Vlasak, André Weiss. ainsi
que le Comité National Suisse du
VIIIe Congrès.

Secrétaire de rédaction: Jeanine Riu
Tirage : 2 300 exemplaires
Tirage au CIEP, 1, avenue Léon
Journault F- 92311- Sèvres-Cedex
Edité avec l'appui de la Délégation
générale à la langue française (France)
et le Commissariat général de la
Communauté française de Belgique.
Secrétariat général de la FIPF:

1, avenue Léon Journault
F-92311- Sèvres-Cedex
Tél: (1) 46.26.53.16 ou (1) 45.07.60.00
poste 62.26

Télécopie : (1) 46.26.81.69

LETTRE



DE LA FIPF

BULLETIN TRIMESTRIEL DE LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES PROFESSEURS DE FRANÇAIS -
juin 1991 - n° 50

Au revoir, Monsieur le Ministre, Bonjour Madame le/la Ministre.

Alain Decaux a quitté la francophonie!
Non pas de cœur sans doute, mais de
fonction. En effet, lors du dernier
remaniement ministériel qui vient
d'avoir lieu en France, le portefeuille
du Ministre délégué à la Francophonie
a changé de titulaire: c'est maintenant
Madame Catherine Tasca qui en hérite.

Les professeurs de français
regretteront Alain Decaux.

Cette affirmation
ne sert nullement à
mettre en doute la
bonne volonté ou les
compétences de
Madame Tasca, ni à
désespérer par
avance du bien que
son action future
apportera aux
enseignants de
français dans le
monde. Mais il est
indéniable qu'Alain
Decaux avait su, en
trois années d'ex-
ercice, conquérir le
cœur de tous ceux
qui avaient eu la
chance de le ren-
contrer ou le
privilege de s'entre-
tenir avec lui. Sa
bonhomie souriante

ajoutée au charme de son immense
culture en faisait un interlocuteur
passionnant autant que compréhensif.

Et il fallait bien ce genre de qualité
pour faire avancer une idée de la
francophonie qui n'était certes pas
soutenue financièrement autant qu'on

eût pu le souhaiter. Ce manque
chronique de moyens n'avait pourtant
pas empêché Alain Decaux de
progresser, d'aller transmettre son
intime conviction de la validité de l'idée
francophone à tous les coins du globe:
de l'Union Soviétique au Vietnam, à la
Roumanie, à l'Egypte comme à
l'Afrique noire... Il est évident qu'après
son passage dans un pays, nul ne pouvait

plus continuer à
prétendre que la
langue française
était encore
porteuse d'un
quelconque esprit
de colonialisme;
personne ne
pouvait plus y voir
autre chose qu'une
volonté d'entr'aide,
qu'une offre
d'appui pour
accéder au monde
technique de
demain, sans cesser
pour autant de
s'accrocher au
patrimoine culturel
qui, depuis
plusieurs siècles, a
fait la renommée
mondiale de la
France.

Et puis Alain Decaux aimait bien les
enseignants de français. Il était
intimement convaincu de leur
importance fondamentale pour le
maintien, et plus encore, pour la
diffusion de la langue française dans le
monde de demain menacé d'un



Alain Decaux,
au XXe anniversaire de la
FIPF

monolinguisme aliénant. C'est ce qu'il était venu leur dire en juin 1989, pour la célébration du XXe anniversaire de la FIPF au cours des journées annuelles de réflexion pédagogique. C'est ce qu'il a manifesté plus tard, de façon extrêmement concrète, en étant le premier à verser sa contribution au Fonds Mondial pour l'Enseignement du Français qui n'avait pourtant en juin 90, qu'une existence encore symbolique.

C'est tout ceci, et bien d'autres choses encore, qui fera que le passage d'Alain Decaux à ce Ministère de la francophonie laissera des traces ineffaçables.

Lourde succession donc, pour Catherine Tasca!

Est-ce à dire qu'elle ne pourra pas l'assumer? Certainement pas! En effet, sa carrière n'est pas celle d'une débutante au service de l'Etat: son précédent poste de Ministre délégué à la Communication n'était pas un poste de tout repos au moment des grandes réformes du PAF (Paysage Audio-visuel Français!) et les difficultés qu'elle a surmontées laissent bien



augurer de son aptitude à affronter celles qui ne manqueront pas de se présenter dans son nouveau domaine. Mais nous retiendrons surtout d'elle son passé d'animatrice de grandes actions culturelles: elle fut en effet, ne l'oublions pas, Directrice du Théâtre des Amandiers à Nanterre aux côtés de Patrice Chéreau, après avoir été Directrice de la grande maison de la culture de Grenoble. Le journal «Le Monde» la présente comme «une femme de conviction, passionnée par les problèmes culturels et nourrissant

un dessein - discutable mais authentique - pour l'audio-visuel». Nos lecteurs québécois accueilleront eux aussi très favorablement cette nomination car Catherine Tasca avait beaucoup œuvré en faveur des émissions québécoises dans la répartition des quotas des programmes de TV5.

Il faudra par contre dans ses contacts avec eux, que Madame Tasca familiarise ses oreilles aux appellations de «Madame la Ministre» puisque les québécois ont, avec autant de détermination que de sens de l'avenir, féminisé les dénominations de professions, et ceci, de la base au sommet!

Le prochain entretien que le Président de la FIPF sollicitera auprès du nouveau/de la nouvelle Ministre délégué(e) à la francophonie nous dira quel regard Madame Tasca porte en direction des enseignants de français et quel soutien elle essaiera de leur apporter dans l'avenir.

En attendant, Bienvenue parmi nous, Madame (le/la) Ministre!

Une assise culturelle pour les associations

Pendant une récente mission en Amérique latine, nous avons eu l'occasion de rencontrer les représentants des deux associations argentines dont le nom est associé à celui de la FIPF depuis l'origine de la Fédération: l'Association pour la diffusion de la civilisation française - DICIFRAN- et la Société argentine des professeurs de français de l'enseignement supérieur et universitaire - S A P F E S U -. L'abondance et la diversité des activités organisées par ces deux associations, maintenant d'ailleurs complétées par la Fédération argentine des professeurs de français, montrent bien à quel point elles sont non pas concurrentes mais complémentaires.

Le Président fondateur de DICIFRAN nous a récemment expliqué dans quelles conditions et pour quels motifs il avait créé une association à titre et vocation culturels, plutôt qu'une association d'enseignants de français:

En 1957, l'anglais, déjà, envahissait

de ses exigences les programmes scolaires argentins. Lui opposer les exigences contradictoires d'une association d'enseignants de français aurait pu paraître comme une démarche aux fins uniquement corporatistes, et non pas comme un souci de mieux former les jeunes générations argentines. Par ailleurs, dans ce pays, aucune association d'enseignants de quelque matière que ce soit, n'avait un poids politique suffisant pour espérer infléchir les décisions ministérielles.

Il paraissait donc plus convaincant de former une association culturelle francophile qui, pourvue d'un Comité d'Honneur composé des plus éminentes personnalités francophiles et francophones du pays, pouvait éventuellement peser sur les décisions de certains des responsables de l'Education. Bien entendu, les enseignants n'étaient pas exclus de cette association, et un Département des professeurs de français fut créé en son sein. Néanmoins, dans les périodes de

crise linguistique, les personnalités «montaient au front», laissant aux enseignants le soin, non négligeable, de rechercher le soutien des parents d'élèves.

Les choses ont évolué en près de quarante ans, et les deux, puis trois associations bénéficient maintenant d'un traitement identique de la part des autorités, mais à une époque difficile, ce type d'approche n'a sans doute pas été sans mérite.

Convient-il pour autant d'y avoir systématiquement recours? Sans doute pas, et il appartient à chaque association de juger de son action selon son environnement; il n'en demeure pas moins vrai que, dans un contexte mondial où les enseignants - et par là l'enseignement- sont nettement déconsidérés, un Comité d'Honneur composé de personnalités irrécusables et de tous les horizons, peut sans doute arriver à mieux vaincre certains obstacles pour soutenir une association dans son action en faveur du français.

Des formations littéraires pour les cadres

un sujet de réflexion
pour les journées pédagogiques de la FIPF

En préparation à la conférence que fera Alain Etchegoyen devant les participants aux journées de réflexion pédagogique de la FIPF le 27 juin 1991, Jean-Claude Gagnon a lu son livre et en fait le commentaire suivant:

Le Capital-Lettres- Des littéraires pour l'entreprise,

(édition François Bourin, 1990, 445p)

L'attention au monde et aux choses donne au littéraire le vif sentiment de la complexité. Si le monde était simple, il lui suffirait d'une description unique. Les scientifiques s'en convainquent au fil de leurs échecs, les hommes d'entreprise le vivent quotidiennement, mais les hommes d'écriture en font leur miel (p. 83).

Cette conscience de la complexité, Etchegoyen en fait l'une des «vertus littéraires» qui constituent le Capital-Lettres et qu'il décrit comme «les forces spécifiques que donnent des études littéraires de qualité». Aux vertus de géométrie (méthode, rigueur, précision...) que peuvent aussi bien donner les formations littéraires que les études scientifiques, il faut ajouter les vertus de finesse qui font l'originalité du Capital-Lettres et qui s'exercent à partir de l'expérience de l'incertain et de la complexité, dans une intégration constante des exigences de la langue et du discours, lesquelles supposent la connaissance des hommes et des cultures. Ces vertus sont «des formes plus que des contenus» et c'est pourquoi il convient de les considérer comme «les résultats d'une formation» (p. 63).

Bien qu'il traite comparativement des formations scientifiques et littéraires, l'ouvrage ne donne pas dans l'opposition caricaturale qu'on en fait trop souvent. Tout en soulignant au

passage les ravages de la sélection par les mathématiques, il s'arrête plutôt à décrire les principales caractéristiques d'une formation littéraire de qualité, Etchegoyen invite ainsi les littéraires à sortir du faux débat qui les oppose aux scientifiques et à se rendre compte que le refus ou le mépris de l'entreprise les empêche de faire valoir les qualités de leur formation, qualités qui sont pourtant recherchées dans l'entreprise et que l'évolution récente des systèmes éducatifs ne valorise plus comme elle le devrait.

L'ouvrage est construit sur une expérience fort intéressante. L'auteur a fait parvenir à 280 entreprises françaises trois faux CV de vrais littéraires: une agrégée de philosophie, un agrégé de lettres classiques et un professeur de lycée détenteur de deux maîtrises (histoire et philosophie). L'analyse des réponses obtenues (un taux extraordinaire de 80%) se nourrit de plus de deux cents pages d'entretiens (pp. 179 à 396) que l'auteur a réalisés avec seize hommes et femmes dotés d'une formation littéraire et devenus dirigeants d'entreprise.

Les professeurs de langues trouveront dans cet ouvrage, qui se veut aussi un vibrant plaidoyer pour la qualité de la formation, à la fois de multiples facteurs de motivation et de nombreux éléments d'argumentation. «On comprend qu'à la complexité de la langue fasse écho une obsession de la qualité: dans l'entreprise on sait bien que la qualité est liée au temps et que cette relation oblige à une qualité totale qui intègre des phénomènes complexes», écrit Etchegoyen (p. 83). Le Capital-Lettres est le résultat d'une formation à la rigueur et à l'effort, c'est-à-dire d'une formation qui concerne moins les contenus proprement dits, les savoirs accumulés, que l'apprentissage d'opérations exercées sur les contenus de la vie réelle. C'est ainsi que l'on

rejoint les enjeux relevés quotidiennement dans l'entreprise où l'incertain et le complexe défient constamment les plus savantes planifications.

Contrairement à ce que pensent les littéraires, les scientifiques sont aussi peu préparés à l'entreprise; c'est ainsi que les disciplines scientifiques restent finalement très abstraites par rapport à la réalité de l'entreprise et que la formation scientifique comporte l'avantage paradoxal d'être une formation sans contenu. Pour Etchegoyen, l'exercice littéraire de la dissertation en particulier, dans la mesure où on le pratique sérieusement, peut être considéré comme la métaphore de l'action dans l'entreprise (p. 68) et la langue étrangère est plus un capital qu'un outil (p. 105). Il faudrait cependant que les littéraires comprennent bien que la maîtrise de la langue doit être mise au service de l'action (p. 92), ce qui implique que les formations littéraires ne soient plus essentiellement épicuriennes, qu'elles considèrent le plaisir non plus comme un but mais comme un effet de la maîtrise de la langue.

Tous les littéraires ne sont évidemment pas destinés à l'entreprise, mais si l'on suit le plaidoyer d'Etchegoyen en faveur du rapprochement de la formation littéraire et des besoins de l'entreprise française (et francophone) dans le contexte actuel de l'europanisation ou de la mondialisation des enjeux économiques et sociaux, il semble bien que les apports de la formation en langues soient sur le point d'être à nouveau valorisés. Une perspective fort réjouissante, mais qui ne manque pas de comporter de nombreux défis à relever sans plus de délais.

Jean-Claude Gagnon,
Président de la FIPF

L'industrie (!) de l'enseignement...

Le gouvernement japonais, dont un nombre croissant de cadres s'expatrie pour aller diriger les secteurs industriels récemment passés sous leur contrôle, a commencé d'implanter des établissements scolaires pour recevoir les enfants japonais expatriés et leur assurer un enseignement qui évite une rupture avec l'enseignement national lors du retour ultérieur au pays. Il y a là une intention parfaitement louable, et la France devrait se sentir honorée d'avoir été choisie comme pays d'implantation de deux établissements japonais, l'un en région parisienne, l'autre en Val de Loire. Ces établissements regroupent en effet des enfants dont les parents sont expatriés soit dans d'autres pays européens, soit en Afrique.

La France aurait-elle été choisie pour la qualité de son environnement scolaire et culturel, particulièrement propice à un enseignement de qualité? Que nenni! Cette implantation a sans doute davantage à voir avec le prix du mètre carré de terrain.

Une récente interview télévisée nous a en effet montré que, si élèves, professeurs et Directeur sont tous satisfaits de leur séjour français, ils sont parfaitement incapables de le dire en français et s'expriment bien entendu... en anglais... approximatif!

Le cas nous est connu d'enfants japonais de moins de 10 ans qui, au terme de trois années passées en France, n'avaient jamais eu l'occasion de jouer avec des enfants français, et ne savaient donc rien du pays où ils avaient passé une partie de leur jeunesse ni de ses habitants.

Bien entendu, nous sommes prêts à admettre que notre information sur ce point est fort limitée et qu'il ne s'agit sans doute pas là de la marque d'une volonté politique manifeste, mais enfin, peut-on implanter une école selon les mêmes critères que ceux que l'on utilise pour implanter une industrie?

N'est-ce pas triste, pour ne pas dire frustrant, de voir ces enfants privés du plaisir de l'apprentissage sans effort d'une langue étrangère, de l'ouverture authentique aux contacts internationaux, de l'imprégnation enrichissante d'une culture étrangère?

A cet âge, toute cette richesse d'expérience s'apprend beaucoup plus aisément qu'elle ne s'apprendra jamais plus tard dans les livres.

Sans vouloir généraliser outre mesure, et en tenant compte des exceptions toujours possibles, les nombreux établissements français implantés dans le monde font une expérience bien différente de l'expérience japonaise. Les baccalauréats bi-nationaux existent dans de nombreux cas (Colombie), les sections internationales sont souvent la règle (Caracas, Hong-Kong), et des cours de la langue du pays existent dans presque tous les cas à l'intérieur de l'établissement; la cour de récréation y est généralement le lieu de l'application immédiate des dernières acquisitions linguistiques en langue étrangère.

Face à cette ouverture sur le monde, pratiquée également par bien d'autres établissements scolaires étrangers, l'auto-incarcération japonaise attriste!...

RÉPUBLIQUE SLOVAQUE

L'Association slovaque des professeurs de français:

Elle a été créée dans le courant des derniers mois et vient, comme sa collègue de Géorgie, de faire sa demande d'affiliation auprès du Bureau International de la FIPF qui se réunit en juin 91.

Etant donné la forte représentativité de l'association, - 350 membres, soit approximativement 50% du total des enseignants de français de Slovaquie-, ainsi que l'impressionnant programme que l'association entend mener à bien, l'ASPF est appelée à devenir un membre actif, et même très actif, de la FIPF.

L'Association Tchèque sera, elle aussi, affiliée en juin; nous voulons espérer que les efforts de ces deux associations, joints à la francophilie déclarée du Président Vaclav Havel, sauront garder à la langue française dans ce pays, une position importante.

Il sera sans doute nécessaire de mobiliser toutes les bonnes volontés et

La naissance des petites dernières de la F.I.P.F.

GÉORGIE

L'Association géorgienne des professeurs de français:

Elle est née le 19 avril 1991 à la suite de la convocation à une Assemblée Générale Constitutive à laquelle ont assisté plus d'une centaine de professeurs de français de cette République. C'est sous l'égide de l'Institut des langues étrangères de Tbilissi et en particulier grâce aux efforts de la Doyenne du Département de français, Madame Natela Téréladzé, que l'Association a pu voir le jour.

Selon les propres termes de sa nouvelle Présidente, Mme Téréladzé, «à l'époque où l'anglais envahit tous les domaines de la vie sociale et où des nations ne conçoivent leur développement qu'à travers cette langue, l'Association géorgienne envisage de susciter, encourager l'intérêt à l'égard du français en faisant reconnaître par tous, la valeur de ce moyen de contact entre le monde francophone et les responsables de la formation des citoyens du XXI^e siècle.

L'avènement de l'AGPF au sein de la grande famille internationale des enseignants de français saura ouvrir de nouvelles missions aux enseignants géorgiens, de même qu'elle essaiera de faire découvrir à l'Europe la très ancienne civilisation géorgienne».

Nous applaudissons donc très sincèrement la naissance de cette nouvelle association, qui rejoint ainsi la Lettonie, la Lituanie, l'Ukraine et la Biélorussie parmi les associations récemment créées dans les Républiques du territoire de l'Union Soviétique.

les compétences pour que l'enseignement du français ne soit pas balayé par la puissante montée de la langue allemande.

PETIT LEXIQUE DU CONGRÈS

LES ENTREES

Les participants pourront choisir pour leur traversée de la semaine entre trois entrées

Paroles (DIRE, accent mis sur l'oral)
Lectures (LIRE, accent mis sur la lecture)
Écritures (ÉCRIRE, accent mis sur l'écriture)

En optant pour l'une ou l'autre de ces trois manières d'aborder la langue et son enseignement, les congressistes se créeront un itinéraire au gré de leurs intérêts et de leur

curiosité.

Le **descriptif d'intervention** devra permettre de situer chaque proposition par rapport à ces trois entrées. Le programme du Congrès regroupera les interventions selon ces critères-là.

Lorsqu'une proposition ne peut être attribuée clairement à l'une ou l'autre entrée, la rubrique correspondante du descriptif d'intervention reste vide.

CARACTERE DES INTERVENTIONS

La thématique sera traitée au travers de divers types d'interventions.

La conférence

Prévue pour une durée d'une heure devant quelque cinquante personnes, elle fait le point des travaux d'un spécialiste de renom sur un problème donné entrant dans la thématique du Congrès.

Par ailleurs, on peut imaginer qu'une même problématique soit l'objet d'une suite de *conférences* traitant le sujet selon différents éclairages.

Le carrefour

Lieu d'échange et de convivialité, il donne l'occasion aux congressistes qui le souhaitent de présenter leurs expériences pédagogiques, les moyens d'enseignement qu'ils ont élaborés, le résultat de leurs travaux ou de leurs recherches.

Carrefour évoquera également les différents rôles du français, son avenir et son statut dans le monde.

Nous avons prévu trois formules différentes :

Carrefour 1

se fera quotidiennement par le truchement du «Journal du Congrès». Nous avons donc envisagé de publier certaines interventions qui s'y prêtent particulièrement. Le «Journal» paraîtra chaque jour et sera remis gratuitement aux congressistes. Les propositions ainsi publiées sous forme d'articles toucheront donc tous les participants.

Carrefour 2

donne la possibilité à un enseignant de présenter ses expériences, ses recherches et son matériel pédagogique.

Carrefour 3

regroupe une série d'intervenants autour d'un même sujet. Un modérateur coordonnera les contributions de chacun et structurera le temps de parole.

La table ronde

Elle rassemble, durant une heure et demie, quatre à cinq intervenants devant un public d'environ trois cents personnes.

La *table ronde* offre à divers spécialistes l'occasion de

débattre avec le public d'un sujet donné, chaque intervenant représentant un aspect particulier du thème abordé.

L'atelier

Il permet à un groupe d'une vingtaine de personnes, sous la responsabilité d'un animateur, d'approfondir en commun un sujet donné. Il donne aux participants l'occasion de se livrer à des activités pratiques ou de les engager dans une recherche personnelle.

L'atelier peut déboucher sur la production de matériel, de documents, de textes, de démarches pédagogiques.

Dans la séquence *ACTION*, pour respecter la volonté de faire du Congrès de Lausanne un congrès créatif, les organisateurs veulent mettre sur pied des ateliers suivis en principe d'un jour et demi.

Cette durée doit permettre aux participants de s'engager dans un travail productif. De plus, elle offrira aux participants la possibilité d'échanges d'expériences.

Le forum

Manifestation mettant en évidence un continent, une région ou un pays (par exemple) :

- *forum* africain
- *forum* latino-américain
- *forum* québécois
- *forum* suisse.

À toutes les associations:

En vue de l'organisation d'une exposition des publications des associations des professeurs de français dans le monde, le Comité d'organisation serait heureux de recevoir deux exemplaires des derniers numéros des revues, bulletins de liaison et toute autre publication de votre association.

Veuillez les adresser à
Madame Daniela Gerber
Dulezi 715
7180 Disentis Suisse

Les projets des Commissions de la FIPF se précisent

LA COMMISSION AFRICAINE : A.P.F.A

Séminaire sur le français des spécialités.

Kazaro Tassou, le président de l'APFA, la Commission africaine de la FIPF, annonce son intention d'essayer d'organiser à Madagascar du 7 au 13 décembre 1991, un séminaire sur le français des spécialités.

La vingtaine de participants souhaités étudieraient le moyen d'ancrer de manière plus solide l'enseignement du français des spécialités dans le processus de développement économique des pays africains et, partant, de mieux choisir sans doute, quelles spécialités seraient les plus appropriées dans le contexte d'urgence que connaît l'Afrique à l'heure actuelle.

Il semble malheureusement que la FIPF soit, elle aussi, dans une situation financière difficile qui rend problématique son financement d'une pareille opération.

A moins de largesses de la part des Ministères français, hautement improbables à six mois de la tenue de notre Congrès mondial, il conviendra sans doute que les collègues africains se résolvent à faire progresser leurs réflexions sur ce thème par l'intermédiaire d'échanges épistolaires.

Sur ce continent comme sur d'autres, il faut considérer que les séminaires, colloques et autres rencontres ne devront plus être le point de départ, mais bien au contraire l'aboutissement pour une dernière mise au point, une dernière concertation, des travaux

préalablement engagés, des expériences déjà fortement avancées et en phase de conclusion.

Peut-être les choses évolueront-elles plus favorablement une fois que sera constitué le Fonds mondial pour l'enseignement du français. Mais pour l'instant, et aussi longtemps que la FIPF dépendra d'un subventionnement irrégulier et incertain de la part des institutions, il conviendra de ne lancer des projets de rencontres internationales qu'avec la plus extrême prudence. Si la Fédération a pu, en février 1989, financer au Caire le Séminaire de l'APFA sur les environnements propices à l'enseignement du français en Afrique, cette expérience ne saurait être renouvelée pour l'instant.

ECHANGES INTER-COMMISSIONS : A.P.F.A / C.E.O.

Appel pour les échanges Nord-Sud avec la CEO

Appel aux classes de français de l'Europe de l'Ouest:

Le programme d'échanges scolaires Nord-Sud proposé par la CEO en 1990, (cf. La lettre n° 44) a soulevé beaucoup d'intérêt parmi les élèves africains.

Il semble même que cet enthousiasme soit tel que les classes manquent, en Europe, pour répondre à l'attente des classes africaines.

Nous lançons donc, par l'intermédiaire de la Lettre, un nouvel appel aux classes de français en Europe, et tout particulièrement aux classes des pays de FLM, pour que les échanges

scolaires entre les deux continents puissent repartir du bon pied.

Adressez vos propositions de participation à:

Doreen COYLE,
Pear Tree Cottage, Brickyard Lane,
Farnsfiels, Newark, Notts,
Grande-Bretagne.

LA C.E.O. AU CONSEIL DE L'EUROPE

La réunion des O.N.G

Compte-rendu des réunions des organisations non-gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil de l'Europe des 23 et 24 avril 1991.

La session destinée à la préparation du grand colloque de décembre 1991 «Vers une plus grande justice sociale en Europe: le défi de la marginalisation et de la pauvreté» s'est tenue le 23

avril. Le comité d'organisation a justifié le choix des thèmes: logement, emploi, éducation, santé et protection sociale, en disant que, par ce choix, le comité pouvait être sûr de la participation d'experts gouvernementaux responsables de ces différents domaines. La marginalisation et la pauvreté sont également les domaines de beaucoup d'ONG. Leurs apports sont attendus avec impatience. Il s'agit en outre d'éveiller la conscience de

tous. Comme le drame de ces deux phénomènes sociaux touche beaucoup de jeunes (chômage, drogue, alcool) il faudra réserver une grande place à la jeunesse. Tous ceux qui s'occupent de l'éducation y sont impliqués et doivent y réfléchir (enfants de la rue!). La paupérisation causée par les technologies nouvelles et les politiques (chômage en ancienne DDR) ne doit pas être sous-estimée. D'une façon ou d'une autre,

(suite p. 7)

COMMISSIONS

il faut trouver les moyens pour y remédier. La présence et la contribution de ceux qui vivent dans la misère, sont attendues au colloque. Le comité d'organisation compte sur les ONG pour les aider.

Pendant la deuxième session du mardi le président de la séance des Droits de l'Homme a pu s'exprimer avec quelque optimisme, bien que plusieurs associations aient fait entendre des avis plutôt opposés. La Turquie ne respecte pas les droits de l'homme dans différents domaines. Cette fois-ci, il s'est agi du droit syndical: le président du récent syndicat des instituteurs a perdu son poste, le secrétaire a été rétrogradé et éloigné d'Ankara; le local du syndicat à Istanbul a été fermé sur l'ordre du préfet.

Ce même mardi, il y a eu une troisième réunion: celle des organisations s'intéressant aux problèmes de la Solidarité et de l'Interdépendance Nord-Sud (dont la FIPF).

C'est une zone d'activités très large (la FIPF a établi des contacts entre établissements scolaires européens et africains). Le Centre Nord-Sud de Lisbonne a organisé plusieurs

rencontres, dont celle entre l'Est, l'Ouest et le Sud à Budapest (décembre dernier) et le Centre en prépare d'autres: Europe-Amérique latine, Europe-Asie. Le grand programme publicitaire «Un Seul Monde II», de 1992 aura comme thèmes: l'environnement et le développement en tant que composants de l'interdépendance humaine. Le Centre est en train de préparer un guide destiné aux enseignants. Les ONG intéressées en recevront une première version et le Centre attend leurs remarques, critiques et suggestions pour l'amélioration.

La première session du mercredi était destinée à susciter une réflexion sur les divers aspects actuels de la coopération internationale dans le domaine de l'asile et des réfugiés. Le sujet est de grande actualité (Albanais et Kurdes), bien que les premières recommandations datent de 1961. Le problème de l'assistance humaine sera le problème majeur des années à venir. Comment éviter le vide judiciaire?

Le regroupement en route des ONG selon leurs centres d'intérêt a eu pour résultat jusqu'ici, la formation d'un secteur Education. Leur première

réunion s'est tenue ce même mercredi. Une équipe de travail sera instaurée prochainement. Quarante quatre organisations seront représentées dans ce secteur. Un travail conséquent et assidu est attendu des membres du secteur. Il y a trois projets: la Dimension Européenne, l'Education des Adultes et les Changements sociaux, l'Apprentissage des Langues à une citoyenneté européenne. La base des données sera revue. Il y aura un vademecum pour les échanges scolaires en Europe qui sortira en mai. Une réflexion commune sur l'enseignement secondaire (différences dans les curricula, diplômes, examens) est plus que nécessaire. Des recherches sur les activités parascolaires sont urgentes. En outre, il faut continuer à se demander comment la Dimension Européenne pourra être introduite avec plus de force dans l'enseignement. Sources, méthodes et exemples pourront être fournis par les enseignants, espère-t-on.

Les réunions qui se révèlent être très fructueuses seront continuées pendant les journées de réunions suivantes des ONG.

LA COMMISSION EUROPE DE L'OUEST : C.E.O.

Le projet de liaison télématique européenne

Comme nos lecteurs le savent, la FIPF est en train de doter les responsables de ses associations ouest-européennes de Minitel, grâce au généreux soutien de la Société France Télécom.

Dans les tout prochains mois, lorsque les appareils auront été distribués, il leur sera attribué un numéro de code d'accès à un réseau télématique européen qui permettra des contacts

rapides, faciles et peu onéreux. Outre les contacts de convivialité indispensables au fonctionnement d'un tel réseau, les membres concernés de la CEO se verront confier une tâche précise à remplir dans le domaine d'une nouvelle pédagogie du français langue étrangère. Lis Kornum (Danemark), notre spécialiste européenne en la matière, est en train de réfléchir à ce programme qu'elle présentera aux collègues de la CEO réunis à la fin juin 91 à Sèvres.

Les ouvertures sur le monde extérieur ne vont pas manquer dans ce genre de

projet: en effet, une équipe française de professeurs et d'informaticiens de l'Académie de Versailles réalise actuellement un service télématique pédagogique sur le thème de l'Europe. Ils se sont montrés, cela va de soi, intéressés par une collaboration avec les enseignants européens de français.

Les deux réseaux devraient pouvoir se renforcer mutuellement et la démonstration serait ainsi faite que la langue française est un instrument de communication parfaitement valable entre les jeunes européens d'aujourd'hui et de demain.

LA COMMISSION ASIE- PACIFIQUE : C.A.P.

Le Pacifique à la nage?

Les distances énormes qui séparent nos collègues des associations de la région Asie-Pacifique constituent un handicap certain au maintien des liens étroits qui sont indispensables à la bonne marche d'un projet pédagogique. Les

déplacements sont très chers et, de même que pour la Commission africaine et son projet malgache, la Commission Asie-Pacifique ne trouvera certainement pas non plus le financement nécessaire à la réunion envisagée de son Bureau à New-Delhi à la fin de l'année 91.

S'il ne paraît pas possible

d'encourager les collègues à se lancer dans une traversée à la nage, la FIPF recherche cependant des moyens de contacts entre eux rapides et peu coûteux. Pour ceux qui enseignent au sein des Universités de cette région, il semble que des liaisons télématiques puissent être établies grâce aux réseaux

(suite p. 8)

COMMISSIONS

universitaires internationaux.
Des recherches sont actuellement en cours et, si elles aboutissent, les

informations nécessaires seront diffusées afin de lancer, comme pour l'Europe mais à une échelle beaucoup

plus vaste, un réseau pédagogique francophone reliant l'Asie et le Pacifique.

LA COMMISSION AMERIQUE LATINE ET CARAÏBE: C.O.P.A.L.C.

Le dossier du français des spécialités

Ce thème, adopté par les participants de la COPALC réunis au cours de la Sedifrale de Belo-Horizonte en juillet 89, est le thème mobilisateur de journées de travail organisées par la SAPFESU.

L'association argentine a d'abord constitué, à partir des réponses à un questionnaire, un répertoire des professeurs de français se consacrant à ce type d'enseignement. Une réunion tenue par la suite, en décembre 90, a

permis de fixer la démarche à suivre pour la poursuite des travaux:

-sélection de cinq textes de la spécialité enseignée par chaque professeur, accompagnés des outils d'exploitation, et d'un descriptif des mécanismes d'explication et d'évaluation;

-réunion le 6 mars à Buenos Aires et le 7 mars à La Plata pour une mise au point en commun, et la nomination d'un Comité de lecture.


Ce dernier devra préparer la publication des travaux de recherche. Ceci devrait normalement déboucher

sur une contribution à la thématique du VIIIe Congrès mondial de la FIPF de la part de la Commission latino-américaine.

La COPALC, qui souhaite mener cette recherche parallèlement à celle engagée par les collègues africains, aura-t-elle les moyens d'intégrer aux travaux argentins les résultats de ceux des collègues des autres pays d'Amérique latine? Malgré les difficultés des communications, c'est évidemment la condition *sine qua non* pour que la recherche, de nationale, devienne continentale.

LES RECOMMANDATIONS DE L'APFA AUX MINISTÈRES DE L'EDUCATION EN AFRIQUE

Face 1 du dépliant qui sera en juillet, expédié aux associations africaines

<p>RECOMMANDATIONS</p> <p>LA COMMISSION POUR L'AFRIQUE DE LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES PROFESSEURS DE FRANÇAIS</p> <p>soumet aux organismes responsables de la formation de ses membres les recommandations suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none">- Définir clairement le profil des formateurs selon qu'il s'agisse d'un contexte de français langue étrangère ou de français langue seconde.- Rechercher la cohérence entre les objectifs et les contenus de l'enseignement.- Coordonner les formations théoriques et pratiques dispensées par les structures responsables: ENS, Facultés, Centres de formation spécialisés,...- Créer et soutenir les Associations nationales de professeurs de français- Veiller à mettre en place les structures nécessaires à un recyclage permanent des membres de la profession- Soutenir et mettre en liaison les Centres spécialisés dans la formation des formateurs qui existent au Bénin, en Côte d'Ivoire, au Burundi, à Djibouti, au Sénégal,...- Accorder de préférence des bourses d'études aux candidats désireux de se spécialiser en didactique du français plutôt qu'en recherche littéraire.	<p>LES THÈMES DE RÉFLEXION DE L'APFA</p> <p>Après avoir réfléchi aux problèmes que pose leur formation professionnelle, les enseignants de français d'Afrique souhaitent pouvoir étudier ensemble les thèmes suivants:</p> <ul style="list-style-type: none">- la langue française des domaines du développement essentiels à l'Afrique,- le français dans l'enseignement technique,- les méthodes élaborées localement,- l'analyse de systèmes d'évaluation,- les banques de données des programmes et méthodes d'enseignement de français.	<p>FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES PROFESSEURS DE FRANÇAIS</p> 
<p>CONDITIONS DE L'ENSEIGNEMENT DANS LES GRANDS GROUPES</p> <p>Les associations africaines de professeurs de français rappellent par ailleurs aux Ministères de l'Éducation que l'enseignement à des groupes de classe de plus de cinquante élèves est un mal.</p> <p>Il est indispensable d'aider les enseignants à mieux travailler dans de telles conditions, mais il est encore plus essentiel d'éviter l'existence de ces mêmes conditions d'enseignement.</p>	<p>BUREAU DE L'APFA</p> <p>A l'issue de l'Assemblée Générale statutaire du 7 juillet 1990, le Bureau ci-après a été élu:</p> <ul style="list-style-type: none">- Président: M. Kazaro Tassou (Togo)- Vice-Président: M. Joshua Mallet (Ghana)- Secrétaire et Trésorier: Y.L. Dogbe (Togo)- Rédacteur en chef: M. Ntuta Nyembwe (Zaïre)- Membres: Mme Sawzan Korra (Égypte) M. Samir Marzouki (Tunisie)	<p>IVe CONGRÈS DE L'ASSOCIATION DES PROFESSEURS DE FRANÇAIS D'AFRIQUE</p> <p>LOMÉ - TOGO 2 - 7 JUILLET 1990</p>

«Toute puissance est faible à moins que d'être unie»

(Jean de la Fontaine)

ALLEMAGNE

Connaissance de la francophonie: Saxe (Allemagne)- Communauté française de Belgique

Pour bon nombre d'apprenants et d'enseignants de français de par le monde, l'aire francophone se réduit en pratique à la France, voire même à Paris. Il est certain que le prestige de la langue française est lié au rayonnement de la «ville lumière» comme à toutes les régions de l'Hexagone, mais également aux autres pays francophones. Il en va ainsi du Québec pour lequel les Européens peuvent excuser leur ignorance en invoquant l'éloignement géographique. Il en va ainsi de la Suisse romande et de la Belgique romane, toutes proches de la France, pour lesquelles l'ignorance ne s'explique que par le manque d'information. Ceci est dû en bonne partie au plurilinguisme de ces Etats qui, ne voulant privilégier aucune des langues nationales, n'assument que très timidement la défense ou la promotion de l'une ou de l'autre et s'enferment dans un silence prudent.

Quoi qu'il en soit, à l'heure de la francophonie un revirement s'impose. Si l'on veut que le choix d'apprendre le français trouve de nouvelles raisons d'être, il faut les chercher dans cette large information sur les pays «entièrement ou partiellement de langue française». La FIPF a montré l'exemple en la matière en éditant dès 1976 «Littératures de langue française hors de France, Anthologie didactique». C'est dans cette optique que la toute récente branche régionale de Saxe de la nouvelle Association des professeurs de français d'Allemagne avait invité à Leipzig et à Dresde les 25 et 27 mai 1991, Roland Delronche, président de la Société belge des professeurs de français (1ère langue) et vice-président de la FIPF, à animer une journée d'étude et à donner une conférence sur la Belgique et, en particulier sur la «Communauté Wallonie-Bruxelles».

Les collègues allemands y assistèrent nombreux et furent vivement intéressés tant par la physionomie naturelle, sociale et économique de la Belgique que par les problèmes linguistiques et la transformation d'un pays unitaire en un pays fédéral. Les particularités du français parlé en Belgique romane ont

aussi retenu leur attention. Cette assiduité est d'autant plus remarquable que l'enseignement de l'ex-R.D.A. traverse une passe difficile: les professeurs ne percevront pour l'instant que 60% des traitements de leurs collègues de l'Ouest, ils voient leur ancienneté rabotée sinon annulée, ils ne sont pas certains de retrouver leurs postes à la prochaine rentrée à la fois à cause des économies projetées par le gouvernement et, pour les professeurs de français, à cause de l'incertitude quant au nombre d'élèves qui opteront pour cette langue.

Grâce au dynamisme de sa présidente, Sigrid Selle, l'association régionale ne cesse de croître, elle compte actuellement une centaine de membres sur les 350 de l'Association de l'Allemagne orientale.

La présidente de cette dernière, Mme Löschner, avait fait le déplacement de Berlin à Dresde pour s'associer à cette initiative qui n'a pu voir le jour que grâce à l'intervention de l'Association allemande des professeurs de français et au Commissariat général aux relations internationales de la Communauté française de Belgique.

BOTSWANA

Bilan d'une année

Rappel des opérations organisées par l'Association depuis sa dernière Assemblée Générale de mars 1990

-a) une opération «autocollants» pour la promotion de la langue française, avec le parrainage (participatif) de la fondation Mérieux;

b) une nouvelle couverture couleur pour le journal commun Alliance française, FTAB, département de français de l'UB;

-c) Mme J. Saplontai, en tant que présidente de la FTAB, a participé aux réunions du comité de conseil en français de l'Université (Advisory Committee in French), comité formé pour analyser l'éventuelle réintroduction du français dans certaines écoles secondaires au Botswana;

-d) organisation de deux journées pédagogiques:

-«Evaluation of Modern Languages: Curriculum, Syllabus, Teaching Methods»: journée pédagogique au mois de juin 1990, à l'école Maru-a-Pula, avec la participation des

professeurs de français, d'anglais et de setswana, où la plupart des établissements scolaires du Botswana étaient représentés.

-«Communicative language learning»: journée pédagogique au mois de novembre 1990, à l'école primaire Thornhill.

e) à la suite de ces journées pédagogiques, nous avons établi des contacts avec les différents ministères dans le cadre du projet d'introduction du français dans certaines écoles secondaires, un plan proposé par le département de français de l'université du Botswana.

Vu le nombre restreint d'enseignants en langue française au Botswana et les problèmes liés à l'enseignement du français dans ce pays, il semble opportun d'élargir les activités de la FTAB aux préoccupations des professeurs d'anglais et de setswana, et d'étudier ensemble la problématique de l'enseignement d'une langue étrangère.

-f) pour s'ancrer un peu plus dans la réalité botswanaise, la FTAB s'est affiliée à l'ATDO (Association of Training and Developing Officers), organisme fédéral des associations de formation continue du pays. En tant que membre, nous pourrions profiter de toutes les opportunités offertes par cette association.

-g) une collaboration très étroite avec l'Alliance française de Gaborone s'est établie de façon permanente et a abouti à la conduite d'activités communes, comme la partie organisée au mois de novembre 1990 à l'Alliance française, partie qui a réuni la plupart des membres de la FTAB et de la communauté francophone.

Opérations envisagées pour 1991:

-a) continuer le cycle de journées pédagogiques sur les techniques et les problèmes de l'enseignement d'une langue étrangère au Botswana.

-b) nous allons essayer de contacter les associations des professeurs de français de Zambie et du Zimbabwe pour organiser un stage de recyclage.

-c) appui logistique en matériel aux établissements enseignant le français.

-d) abonnement aux revues suivantes:

The Guardian Weekly
Le Monde de l'Education

Mentionnons aussi qu'un groupe de 24 étudiants en français du lycée de Gaborone a eu l'occasion de faire un séjour linguistique en France au mois d'avril 1991.

BRÉSIL

Etat de Rio

Parmi le rapport d'activité extrêmement copieux de l'APF de l'Etat de Rio de Janeiro pour 1990, nous avons relevé:

- la réorganisation de la bibliothèque et du service de prêt aux professeurs;
- la poursuite des cours hebdomadaires de conversation;
- la publication du bulletin de liaison tous les deux mois;
- la publication de la revue «Craie-Action» (dont nous avons parlé dans la Lettre n° 49);
- des présentations de matériel pédagogique suivies de débats;
- l'organisation de journées pédagogiques et culturelles;
- l'organisation, tous les quinze jours, de joutes d'improvisation théâtrale, et, pour terminer sur un point qui intéresse particulièrement la FIPF à la suite de l'action qu'elle avait lancée en 1990, la diffusion, sur une large échelle, des rectifications de l'orthographe publiées par la Délégation générale à la langue française.

Etat de Minas Gerais

L'Association de l'Etat de Minas Gerais a organisé récemment de nombreuses activités, parmi lesquelles:

- une journée pédagogique;
- une présentation du film «Au revoir les enfants» de Louis Malle;
- une démonstration de travail sur les bandes dessinées en salle de classe;
- une conférence sur «La politique en France».

L'Association continue par ailleurs à tenir à la disposition de ses membres, toute la documentation pédagogique et linguistique qu'elle reçoit du Brésil ou de France.

COSTA RICA

Déclaration du nouveau président de l'Association Costaricaine des professeurs de français, ACOPROF, après l'élection du 4 mai 1991:

«Fidèles aux principes qui ont inspiré la création de notre Association en 1989, nous souhaitons vivement travailler dans cinq domaines spécifiques:

1-La formation continue de nos collègues: domaine d'autant plus approprié que le Ministère de l'Education a mis en place depuis mars 1991 de nouveaux programmes pour l'enseignement primaire et secondaire.

2-Echanges scolaires: l'enthousiasme avec lequel ont été accueillis les échanges précédents (notamment avec la France et la Guadeloupe) nous pousse à situer ce projet culturel et éducatif parmi les premiers de la liste que nous proposons.

Nous considérons aussi bien les échanges d'élèves que de nos enseignants.

3-Intégration et communication: augmenter le nombre d'Associés, les intégrer à nos projets et activités et établir une communication plus efficace et solide avec eux, constituent une tâche particulièrement difficile mais celle qui justement nous tient à cœur et que nous devons affronter d'ores et déjà. Nous souhaitons également créer de nouveaux réseaux de communication et fortifier les liens qui nous unissent avec les Associations de professionnels de l'enseignement du français langue étrangère du monde entier et avec toutes les Institutions responsables de la diffusion de la langue française.

4-Promotion culturelle: il s'avère nécessaire dans la conjoncture actuelle d'établir des stratégies pour mieux faire connaître chez nous les valeurs culturelles des peuples d'expression française et pour mieux diffuser nos propres valeurs.

La compréhension et la tolérance ont comme corollaire la connaissance réciproque. C'est dans le cadre de cet idéal que le concours «Elaboration de Guides Touristiques» que le Comité Directeur précédant a lancé pour les élèves du secondaire, prend toute sa valeur et sera fortement encouragé pendant notre présidence de l'ACOPROF.

5-Organisation interne: il faut mieux organiser notre travail avec l'établissement d'un chronogramme, la définition précise de projets et la participation de tous les associés à l'organisation de l'une ou l'autre des activités envisagées. Il s'avère nécessaire aussi de procurer un financement solide à l'Association (inscription annuelle des associés, dons des institutions nationales et internationales, etc.).

Le nouveau Comité Directeur se sent heureux de vous manifester sa volonté de continuer à fortifier les liens qui unissent votre Institution à notre Association. Nous espérons poursuivre ensemble des activités en vue d'une plus efficace diffusion de la langue française et d'une plus étroite amitié entre les peuples d'expression française et le nôtre.

Roger Retena C.

ETATS-UNIS

Ce n'est que rarement que nous donnons quelques nouvelles de l'Association américaine des professeurs de français (AATF). Cette association, la plus importante de toutes celles qui sont affiliées à la FIPF, semble en effet avoir bien du mal à sortir de ses frontières pour participer à l'action internationale des autres associations de professeurs de français.

Il est vrai qu'elle a, sur le continent nord-américain, de très nombreuses activités que nous ne saurions énumérer puisqu'elles constituent l'essentiel du très abondant Bulletin national, ainsi que de la revue «The french review».

Nous relevons néanmoins que nos collègues des Etats-Unis s'intéressent eux aussi à l'immersion: les collègues de Pennsylvanie ont organisé, le 13 avril dernier, une journée complète d'immersion en français. Une journée, c'est encore bien court, mais nul doute que, devant le succès de cette action, des expériences d'immersion s'étendront rapidement au week-end tout entier.

Par ailleurs, nous avons constaté que le problème d'évaluation des qualifications professionnelles dont nous avons parlé il y a plus de deux ans, continue de préoccuper les responsables de l'AATF; 90% des correspondants de l'AATF approuvent en effet la création d'un «certificat de mérite» de l'Association. L'évaluation objective de ce type de «mérite» constitue évidemment un véritable casse-tête, mais la pression des membres de l'Association est suffisamment forte pour faire progresser la recherche d'une solution.

Pour terminer, nous savons que l'AATF est prête à s'impliquer de nouveau dans le fonctionnement de la Commission Amérique du Nord (cf. article sur la CAN dans la Lettre N° 49), et qu'elle a, par ailleurs, pris toutes ses dispositions pour pouvoir être dignement représentée au VIIIe Congrès mondial des professeurs de français, effaçant ainsi la fâcheuse impression que son absence à Thessalonique avait laissée.

FRANCE

DFLM

L'Association internationale pour la recherche en didactique du français langue maternelle, DFLM, publie maintenant régulièrement, une lettre à ses membres. Grâce au soutien de la

Délégation générale à la langue française, une présentation de bonne qualité met en valeur les articles divers des membres suisses, québécois, belges et français de l'Association.

Outre cette lettre, la DFLM publie également un certain nombre d'ouvrages parmi lesquels:

-«Recherches en cours en didactique du français langue maternelle» cahiers des sciences de l'éducation de l'Université de Genève;

-«Apprendre/enseigner à produire des textes écrits» sous la direction de J.-L. Chiss;

-«La diversification dans l'enseignement du français écrit» sous la direction de B. Schneuwly

Pour commander ces ouvrages ou pour s'affilier à l'Association, s'adresser à :

Jean-Claude Meyer

3 chemin du Vallonnet

F- 69260 Charbonnières-les-Bains-

(Cotisations: 950FB/CS30/150FF/ ou 40FS)

APL

Motion: Conformément aux résolutions de l'Assemblée Générale du 17 mars 1991, le Bureau et le Comité de l'A.P.L. donnent mandat au président ou au vice-président de l'Association de les représenter dans toute démarche tendant à la création et au fonctionnement du Fonds Mondial pour l'enseignement du français sur le plan international ou pour la constitution d'une section française de cet organisme.

GRÈCE

Association de Grèce du Nord

L'Association des professeurs licenciés de français de la Grèce du nord qui avait, on s'en souvient, accueilli les 1400 congressistes du VIIe Congrès mondial de la FIPF en 1988, ne s'est pas, depuis lors, reposée sur ses lauriers.

Elle a organisé les 9 et 10 novembre 90, deux journées pédagogiques ayant pour sujet: «Fondements psychopédagogiques pour un enseignement précoce du FLE»; les conclusions de ces journées devraient, si elles sont publiées, certainement être du plus grand intérêt pour les collègues du Brésil (Porto Alegre) ou d'Italie, qui travaillent sur ces problèmes.

Une autre journée pédagogique a également été organisée le 14 décembre dernier sur le sujet: «Le français, langue de spécialité aux lycées polyvalents».

Par ailleurs, l'Association est en train de constituer, sous la responsabilité de Georges Hatzithéodoridis, ancien Président du Comité d'organisation du

congrès mondial, une équipe de coordination des échanges scolaires.

Enfin, l'Association continue de publier très régulièrement son bulletin de liaison «Communication», dont nous extrayons d'ailleurs les présentes informations. Le dernier numéro contient, outre des informations sur la thématique du VIIIe Congrès mondial de la FIPF, des articles sur la suggestopédie, sur l'enseignement du français des professions, (par Younis El Amin, Président honoraire de notre Commission africaine), sur les méthodes modernes de la linguistique au service des recherches médiévales, sur la littérature populaire de la presse du cœur, etc.

Nous souhaitons plein succès à cette association dans la poursuite de ses activités, en espérant néanmoins que ses responsables n'hésiteront pas à intervenir de temps à autre directement dans les colonnes de la «Lettre» pour nous faire part de leurs réalisations et de leurs projets.

GUATEMALA

L'Association des enseignants de français Langue étrangère du Guatemala, l'A.E.F.L.E.G., nous informe de la tenue du séminaire régional qui aura lieu au Guatemala du 3 au 8 juin 1991 et réunira pour la première fois dans ce pays des représentants de l'Amérique centrale, du Mexique et du Panama.

Il sera animé par Marc Argaud et aura pour thème: «Méthodologie en classe de F.L.E.».

Nous recevrons ultérieurement des informations complémentaires sur le déroulement de ce stage.

INDE

I.A.T.F.

Les préoccupations actuelles de l'Indian Association of Teachers of French, sont les suivantes:

Les autorités françaises ont remis au Gouvernement indien la somme de 5.800.000 roupies pour la rénovation et l'amélioration de l'Institut de Chandernagor où sont logés, un musée, une bibliothèque, de vieilles collections françaises et une école pour enseigner le français aux adultes. Le Gouvernement français a été prié de prendre en charge un professeur de France qui assumerait la direction de l'enseignement du français à l'Institut.

La Révérende Mère Générale qui était à l'inspection du couvent Saint-

Joseph de Chandernagor, où on n'enseigne que l'anglais, a également été sollicitée pour envoyer une religieuse de France qui pourrait enseigner aux enseignants et aux élèves désireux d'apprendre le français.

L'IATF travaille également (a) pour que l'Institut de Chandernagor soit reconnu comme Centre International d'échanges culturels entre l'Inde, la France et les pays francophones; (b) pour que le siège social de l'IATF soit logé dans l'Institut de Chandernagor, comme la FIPF dans le CIEP à Sèvres.

L'Association est en train de tisser de nouveaux liens d'amitié entre les villes françaises et indiennes. On pense pour l'instant à établir un projet Rèze-Chandernagor. Ce projet consisterait à:

-mener une étude en France et en Inde sur la ville moyenne,

-créer une relation privilégiée, une amitié entre Rèze et Chandernagor,

-profiter de l'occasion pour faire revivre une activité francophone à Chandernagor.

Nous souhaitons un complet succès à l'IATF dans la réalisation de cet intéressant projet.

A.I.T.F.

Les activités de l'Association of Indian Teachers of French:

Disposant actuellement d'une modeste infrastructure, l'AITF a déjà entamé un programme de formation, ce qui est d'ailleurs sa raison d'être et sa vocation.

Elle a participé à l'organisation d'un stage qui s'est tenu à l'Université de Pondichéry du 27 décembre 1990 au 23 janvier 1991. Le Département de français, qui en était partie prenante, avait fait appel à l'AITF pour concevoir et établir un programme dont le thème central était le suivant: l'enseignement et l'apprentissage du français, langue étrangère. Il s'agissait en effet d'un stage de longue durée (4 semaines) auquel ont participé 15 enseignants et dont l'animation a été entièrement assurée par des experts indiens.

L'AITF a apporté également aussi son soutien financier à un stage sur la civilisation qui s'est déroulé, début mars, au Département de français de l'Université de Madurai.

Le Département de français de l'Université de Pondichéry a encore une fois fait appel à l'AITF pour organiser un second stage de 4 semaines, fin mars. Vu l'importance et la signification de ce stage, l'AITF lui a déjà promis son soutien.

Le centre d'Etudes Françaises de l'Université

(suite p.12)

Jawaharlal Nehru de New Delhi se propose d'accueillir du 9 au 13 décembre 1991 un Congrès International sur «les Etudes Canadiennes Françaises». Comme ce congrès est le premier du genre à être organisé en Inde, des organisateurs ont sollicité le soutien de l'AITF et celle-ci a, par la suite, mis sur pied un plan de collaboration effective. Les personnes intéressées sont priées d'envoyer une copie de leur demande à l'AITF afin qu'elle en assure le suivi.

Enfin l'AITF a aussi le projet d'organiser très prochainement une semaine culturelle au niveau national.

L'AITF s'est donc engagée dans une mission pédagogique et culturelle dont les résultats sont très prometteurs.

Association of Indian Teachers of French- 18, Yadaval Street- Adambakkam- Madras-600 088- Inde

PORTO RICO

Extraits du rapport du Président de l'Association portoricaine des professeurs de français, PORTOPROF, lors de l'Assemblée Générale:

«Le 22 octobre 1988, nous nous réunissions dans cette même Alliance, pleins d'enthousiasme et désireux de fonder une Association Portoricaine des professeurs de français. C'est maintenant chose faite. PORTOPROF existe depuis le 21 avril 1989, date de son incorporation au Département d'Etat comme corporation à but non lucratif.

Notre réalité pécuniaire a été un gros handicap durant ces deux années passées. On ne peut pas prétendre avancer dans le domaine de la recherche, des échanges culturels et pédagogiques avec un budget aussi limité que le nôtre: fonctionner avec + ou - \$ 1.500,00 est plutôt limitatif.

Il faut augmenter le nombre de membres, élever la cotisation annuelle et peut-être va-t-on devoir dans un proche avenir chercher des sponsors comme le font la plupart des entités culturelles à la recherche d'un deuxième souffle.

Malgré tout PORTOPROF a réalisé bon nombre d'activités dont nous devons nous sentir fiers. Notre première co-action couronnée de succès fin 88, alors que nous n'étions même pas incorporés, a été la lutte acharnée contre la fermeture du Consulat de France à San Juan. Ouvrons l'oeil toutefois. J'ai parfois l'impression que cette menace absurde et aberrante pèse encore sur nos crânes. Merci donc à tous ceux et à toutes celles qui m'avaient aidé à

recueillir des milliers de signatures.

Nos deux grandes activités ont été, bien entendu:

1) la visite de la troupe de théâtre martiniquais de la Soif Nouvelle, dirigée par Annik Justin Joseph. Ses quinze membres ont présenté du 10 au 18 novembre 90, la comédie dramatique de Vincent Placolty intitulée «*Massacre au bord de la mer*», à Río Piedras, à Humacao et à Cayey.

2) la visite de Muriel Molinié et de son BUS pédagogique qui s'est rendu du 20 au 28 février 90 à l'université de Porto Rico, à Río Piedras, à Humacao, à Cayey, à l'université du Sagrado Corazón, aux collèges de San Ignacio, Perpetuo, Socorro, Espiritu Santo, Badwin School et María Reina.

Puis, nous avons eu l'occasion de nous réunir lors du séminaire de Marc Argaud le 17 et 18 février 1989 et du séminaire de Lilian Peistre de Almeida, tous deux organisés au collège de San Ignacio et gentiment coordonnés par Mmes Ginette Rivière et Del Toro.

Le samedi 18 mai dernier, de 9 h. du matin à 3 h. de l'après-midi, visite de Mr Jean-François Richey qui a fait une présentation éditoriale du «Nouveau Sans Frontière» et animé également un atelier pédagogique.

On peut aussi caser dans la section activités de PORTOPROF, notre conférence sur le Québec d'octobre 89 et notre récital de poèmes et chansons du 20 mars puisque 15 professeurs de français vinrent y déployer leur talent.

Appartenir à la FIPF est une source de joie. Quand vous voyez la liste des 115 associations mondiales qui y figurent et que maintenant, sur la liste des membres de la Fédération, entre la Pologne et le Portugal s'est infiltré Porto Rico, on ne peut que ressentir une douce joie très saine et émettre un malin soupir de satisfaction.

En ce qui concerne notre avenir, PORTOPROF souffre du manque d'un local permanent dans lequel il y aurait une bibliothèque, des facilités de réunion, bref un centre d'information pour tous nos étudiants et tous nos profs. Nous sommes condamnés pour l'instant à survivre dans des conditions un peu artisanales...

Il me semble qu'il serait grand temps de créer un bulletin ou une petite revue dans laquelle nous pourrions publier certaines de nos préoccupations, certains articles ou essais. Cela demande du temps et du travail, de la générosité mais il faudra bien s'y mettre: j'attends vos suggestions. On pourrait aussi créer deux prix d'essais ou de littérature tous les ans: l'un pour les étudiants, l'autre pour les enseignants.

Quelle est votre opinion à ce sujet?

Du point de vue du rétablissement de l'enseignement du français à l'école publique, dont nous avons maintes fois parlé dans des tentatives infructueuses, il faut considérer la récente nomination de la secrétaire d'éducation. Le département de langues va créer un comité de liaison à la rentrée prochaine. Il faut insister: j'y vois de possibles débouchés pour nos jeunes licenciés en langues modernes.

Nous devons aussi, me semble-t-il exiger de manière plus autoritaire, quelques fonds des services culturels français du consulat de France à Porto Rico. Malgré leur bonne volonté, j'en suis témoin, Monsieur le Consul et la chargée des relations avec la communauté ne reçoivent que des réponses négatives de Paris: **nous sommes des parents pauvres du lointain ministère alors que le succès du français ne cesse de croître dans nos écoles!**

ROUMANIE

La réforme à l'heure de la concertation pédagogique

Sorti enfin du carcan de la langue de bois, le mot réforme est, depuis un an en Roumanie, sur toutes les lèvres et n'aura pas fini de soulever des questions. Pour y voir clair en matière d'éducation, on ne dédaigne plus de faire appel aujourd'hui à l'expérience et au savoir des autres pays. L'Association roumaine des professeurs de français est bien placée pour mesurer l'enrichissement que comporte le dialogue éducatif.

Aussi a-t-elle choisi de prendre une part active à l'organisation du premier colloque pédagogique roumano-français intitulé «L'éducation demain», qui s'est déroulé à Bucarest les 25-29 mars sous le double patronage de l'Institut des Sciences de l'Education et des Services Culturels français. Les membres de l'A.R.P.F., professeurs du secondaires et universitaires représentant les sections régionales Iasi, Brasov et Bucarest, ont eu des interventions très remarquées dans les cinq ateliers thématiques groupés autour d'une table ronde axée sur «l'Education demain»:

- 1) l'enseignement élémentaire;
- 2) la formation des enseignants;
- 3) l'enseignement technique et professionnel;
- 4) l'inspection scolaire;
- 5) l'administration et la gestion de

l'enseignement.

La présence d'une équipe française de très haut niveau, formée d'inspecteurs généraux et d'inspecteurs d'académie, a incité les participants à approfondir des interrogations aigües dont beaucoup recourent les recherches prioritaires de l'A.R.P.F.: comment intégrer les mutations de la doctrine pédagogique dans les pratiques de classe; comment (re)construire les programmes et réorienter les méthodologies; quelle formation réserver aux maîtres qui enseignent les langues vivantes à l'école élémentaire; comment parvenir à une relative individualisation des parcours de formation; comment articuler le savoir disciplinaire et la didactique disciplinaire dans le cadre de la formation continue; quelles ressources et quelles options mettre en oeuvre pour améliorer les matériels et les équipements scolaires; comment conforter la place du français dans les filières de communication spécialisée notamment scientifique et technique.

Le bureau de l'A.R.P.F. envisage de diffuser les Actes du Colloque parmi les enseignants de français et de les recommander plus spécifiquement à leur réflexion lors des prochaines journées pédagogiques.

Dan Ion Nasta
Président de l'A.R.P.F

SUÈDE

Le projet «Education européenne.»

Comme nous l'avons mentionné à plusieurs reprises, l'Association suédoise mène depuis 1989, un projet intitulé «Education européenne», en collaboration avec le BAL de Stockholm et le Ministère suédois de l'Education.

Ce projet a envoyé en France la première année 20 jeunes Suédois pour un séjour scolaire d'un an dans des internats français.

La deuxième année, l'expérience comprenait quarante lycéens et cette année, le chiffre se monte à soixante. C'est dire le succès que connaît l'expérience malgré les difficultés du début.

Au terme des deux premières années, l'Association suédoise a lancé un questionnaire d'évaluation auprès des Chefs d'établissements concernés par l'expérience, tant du côté suédois que du côté français, auprès des parents d'élèves et des lycéens eux-mêmes.

Le résultat de cette enquête vient d'être publié en une quinzaine de pages, et il est de ce fait beaucoup trop important pour pouvoir être résumé

dans ces colonnes. Mais nous ne saurions trop conseiller à nos associations d'Europe occidentale de s'y intéresser de près. D'une part, le rapport d'enquête fourmille d'appréciations inédites sur l'interculturel et puis, ce qui a été possible pour des lycéens membres d'un pays n'appartenant pas à la Communauté européenne, devrait être plus facile à organiser pour des pays appartenant à cette communauté, avec en particulier, l'aide qu'ils pourraient solliciter des projets linguistiques européens comme «Lingua» par exemple.

Il y a là, quoiqu'il en soit, un exemple à admirer, et éventuellement à suivre, car à l'aube du XXI^e siècle, nul ne saurait sous-estimer la valeur des échanges scolaires dans la formation du citoyen européen de demain.

Pour tous renseignements concernant le rapport «Education européenne» de l'Association des enseignants de français de Suède, s'adresser à:

- Gunhild Kihlberg
Présidente de l'AEFS,
Parkvägen 43
183 52 Täby - Suède
ou bien
- Secrétariat général
de la FIPF

qui pourra, sur demande, envoyer des photocopies.

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

La francophonie dans la République tchèque

La deuxième réunion plénière de l'Association des enseignants de français, la SUF, qui s'est tenue au mois de mai à Prague, a fait un tour d'horizon de la situation de la langue française dans la République tchèque, de son enseignement et de ses problèmes. Les enseignants de français ont accueilli avec plaisir le directeur du département des langues étrangères près le ministère de l'Education nationale M.P. Cink, le directeur de l'Institut Français de Prague, M. Poivre d'Arvor et l'attaché linguistique de l'Ambassade de France, Monsieur J.-Y. de Longueau. Tous les trois leur ont adressé les allocutions où ils ont présenté les formes concrètes de la coopération entre leurs institutions et l'Association tchèque.

Dans son discours, le président de l'Association a souligné notamment l'importance d'une information sûre,

rapide et concrète entre les différents membres de l'Association, tout en insistant sur la nécessité d'une bonne liaison entre les enseignants dans les grandes villes et dans les villes de province. Il a mis l'accent sur la nécessité de la formation continue et le recyclage des enseignants de français qui n'ont pas enseigné cette langue depuis longtemps, faute d'élèves et d'intérêt des autorités scolaires locales.

C'est pourquoi tous ont apprécié à sa juste valeur l'aide qui leur a été accordée par le Centre français de coopération linguistique et éducative de Prague sous forme d'un cours mensuel où les conseillers pédagogiques du Centre vont travailler avec les membres de l'Association au perfectionnement de la langue courante, de la conversation de tous les jours et à la connaissance de la civilisation contemporaine de la France.

Le temps nécessaire sera consacré à la démonstration des méthodes et du matériel pédagogiques les plus récents.

Dans le même ordre d'idées, l'Association a pris en charge l'organisation du même type de cours pour ses membres pendant le mois de juillet; là aussi des collègues français apporteront leur soutien.

L'Assemblée a accueilli avec beaucoup d'attention les informations sur les stages, les séjours linguistiques et les séjours d'études que les ministères français ont accordé pour l'année 1991.

La coopération avec l'Institut français de Prague a été également soulignée. Grâce à son directeur, les membres de la SUF sont régulièrement informés sur les nombreuses manifestations culturelles, sur les conférences consacrées aux sujets les plus variés (politiques, économiques, historiques, culturels) qui leur donnent la possibilité de se tenir au courant de ce qui se passe actuellement en France et de sortir de l'isolement dans lequel ils ont été plongés pendant la période d'avant 1989.

Pour ce qui .../...

(suite p. 16)

Une visite à l'APF-URSS



Arrière-plan: Ludmila Vedenina Le Président de l'APF-URSS: Youri Soukharev
 Second plan: Roland Delronche la vice-présidente: Natalia Portnova
 Premier plan: Jean-Claude Gagnon Madame Le Recteur: Irina Khaleeva

Soucieuse, depuis l'origine, de réunir et de faire dialoguer les enseignants de français du monde entier, la FIPF a longtemps attendu le moment où des associations pourraient se former dans les pays d'Europe centrale et orientale. Ce rêve est aujourd'hui devenu réalité puisque non seulement des associations se sont créées et se développent, qu'elles ont rejoint la FIPF, mais qu'elles ont décidé depuis l'automne dernier de proposer au Bureau de la FIPF de créer la CECO (*Commission de l'Europe centrale et orientale*).

Dans cette perspective, l'invitation officielle lancée par l'APF-URSS au président Jean-Claude Gagnon et au vice-président Roland Delronche de venir à Moscou la semaine du 5 mai 1991 revêtait une valeur à la fois historique et symbolique.

Accueillis dès l'aéroport par les sourires et les fleurs de la vice-présidente Natalia Portnova et de sa collègue, les hôtes ont été l'objet d'attentions constantes qui ont favorisé le travail intensif et les contacts intéressants et fructueux.

Ils ont d'abord été reçus à l'Université linguistique d'Etat de Moscou (ex Institut Maurice Thorez), remarquable pépinière de professeurs de langues, d'interprètes et de traducteurs, par son pro-recteur, M. Yury Sukharev qui est aussi président de l'APF-URSS et qui avait organisé des entretiens avec le recteur, Madame

Irina J. Khaleeva, également présidente de la Commission pour l'enseignement et la méthodologie des langues étrangères de l'URSS, ainsi qu'avec la doyenne de la section de français.

Les deux invités ont été mis en présence de larges auditoires. Jean-Claude Gagnon a donné une conférence sur «*le français au Québec*», et animé en plus un séminaire avancé en didactique de la lecture du texte littéraire narratif. Roland Delronche a fait un exposé sur «*le Belgique et les langues*» et participé à un jury d'examen d'Etat. Toutes ces activités ont été suivies par un public attentif d'étudiants et de professeurs de l'Université linguistique et d'autres établissements de Moscou et d'autres lieux d'URSS. L'intérêt est vif pour tout ce qui concerne une réalité encore peu connue et aussi pour les solutions apportées aux conflits linguistiques. Les échanges de vue ont permis d'apprécier la bonne connaissance du français des étudiants, indice incontestable de la qualité de l'enseignement dans cette institution.

Le programme comprenait en outre des entrevues avec des personnalités du Conseil des Ministres de la République de Russie, le député président du département général des relations extérieures du Comité d'Etat pour l'instruction publique, M. Mikhail G. Myanikov, et le ministre extraordinaire et plénipotentiaire, chef de la section Education de la

Commission de l'URSS pour l'Unesco, Mikolai M. Kansev.

Toutes ces rencontres furent empreintes d'une grande cordialité et d'un désir de collaborer avec la FIPF au travers de l'APF-URSS. Selon les informations reçues, quatre millions de Soviétiques étudient actuellement le français.

Le dernier volet de cette visite fut une réunion avec le comité directeur de l'APF-URSS à laquelle participaient des collègues de plusieurs régions. L'essentiel des échanges a porté sur le VIII^e congrès mondial où l'association veut affirmer sa présence en espérant déléguer une dizaine de participants représentant ses trois mille membres.

Nos collègues soviétiques ont entrepris la préparation d'un grand congrès sur l'enseignement du français qu'ils comptent tenir à Moscou en 1993. Ils ont aussi manifesté l'intention de recevoir la CECO à la fin de cette année ou au début de 1992. La FIPF ne peut que se réjouir d'un si bel enthousiasme et d'un tel dynamisme.

Le Président et le Vice-président expriment leurs vifs remerciements à leurs hôtes pour le chaleureux accueil qui leur fut réservé et pour l'intéressant programme qui leur fut proposé. Ils souhaitent un heureux épanouissement à l'APF-URSS qu'ils assurent de leur appui dans la poursuite de ses projets nationaux et internationaux.

Roland Delronche.

ARGENTINE

Le Bureau d'Action Linguistique de Buenos-Aires publie un bulletin trimestriel «*Français-Info*», à l'intention des professeurs de français du pays;

De présentation agréable, il offre des informations variées sur la pédagogie, la francophonie, les relations France-Argentine,... qui ne peut qu'être utile aux enseignants.

On peut regretter cependant, à sa lecture, et c'est d'ailleurs ce que fait le responsable de la publication, que les interventions des enseignants eux-mêmes ne soient pas plus nombreuses. Il importe en effet, et cette remarque est valable pour bien d'autres pays dont nous recevons des publications de même nature, que ce type de bulletin ne soit pas considéré comme une simple assistance pédagogique apportée par la France aux associations, mais bien plutôt comme un outil mis à la disposition des enseignants. Cet outil ne fonctionnera dans sa pleine efficacité, que dans la mesure où les enseignants eux-mêmes sauront l'utiliser pour en étoffer les colonnes, en faire un bulletin de liaison interrégional, s'impliquer dans son contenu, en faire le reflet de leurs préoccupations tout comme de leurs compétences.

Certes, dans le cas de l'Argentine, il existe déjà deux importantes revues d'associations, celle de Dificran, et celle de Safpesu, mais il serait dommage de négliger l'outil de diffusion que le BAL met à la disposition des enseignants, et les membres de la jeune Fédération argentine des professeurs de français devraient sans doute profiter davantage de «*Français-info*».

BURKINA FASO

L'enseignement du français au Burkina n'est pas du tout encourageant: d'abord, le français n'étant pas langue maternelle, les enfants ne le parlent qu'en classe, et encore pas toujours. De ce fait, le niveau du français dans les écoles est très bas. Au secondaire, nous héritons donc d'élèves ayant beaucoup de lacunes, et pour la plupart presque impossible à corriger. A ce niveau, il se présente le problème de manuels didactiques en nombre suffisant. Aussi le professeur se retrouve-t-il avec par exemple 4 ou 5 livres de lectures pour

80 élèves, ou encore 1 ou 2 oeuvres littéraires à étudier en classe de terminale, pour 60 élèves! A la longue, et je suis sûre que ceci est le sentiment de mes collègues de français, nous, enseignants de français, n'avons plus le courage au travail car nous avons l'impression de faire du travail inutile: le niveau des élèves continue de baisser; la définition du français aux examens n'encourage pas les élèves à prendre au sérieux le français, il n'y a plus de texte à étudier oralement aux examens. En un mot, nous sommes confrontés à un problème de manque de motivation de la part des élèves, à celui du manque de matériels didactiques adéquats et suffisants et aussi au problème de classes à grands effectifs, en moyenne 70. Toutes ces raisons font que le français ou l'enseignement du français est très difficile, peu encourageant et peu encouragé.

Information communiquée par F. Ngadjaga, présidente de l'Association nationale des professeurs de français du Burkina Faso.

CHINE

A tous ceux qui souhaitent faire le point sur l'enseignement du français en Chine, nous conseillons vivement de se procurer les Actes du premier colloque sur ce thème, qui s'est tenu à Pékin du 27 au 31 mars 1989, sous le titre: «*Français et développement*».

Ils y trouveront des articles sur le français «*spécialité*» et le français «*instrument*» en Chine, sur la célèbre Université Aurore et ses contributions à l'enseignement du français dans ce pays, l'enseignement, les difficultés et les perspectives d'avenir du français scientifique et technique, les méthodes de FLE en Chine, l'importance d'une nouvelle formation pour les enseignants, etc.

Par ailleurs, il convient de rappeler que, si le colloque fut véritablement international, ce fut largement dû à l'action de la FIPF qui profita de cet événement pour inviter les représentants de ses associations de la région Asie-Pacifique.

C'est ainsi que le Japon, l'Indonésie, la Thaïlande, l'Inde, l'Iran, l'Australie ont pu présenter des interventions sur le français dans leurs pays respectifs, restituant ainsi la problématique chinoise dans un contexte plus vaste de francophonie, dans le contexte extrême-oriental.

La confrontation des situations a

d'ailleurs abouti, rappelons-le, à la création de la Commission de la FIPF pour l'Asie et le Pacifique (CAP)

Pour la diffusion des Actes, s'adresser à:

André A. Obadia,
professeur, Faculté d'Education,
Simon Fraser University,
Burnaby, Colombie-Britannique
V5A 1S6, Canada.

EUROPE ORIENTALE

«*Le français à l'Est de l'Europe*»

C'est le titre d'un article publié dans le Français dans le Monde (N° 239 de février-mars 91) à la suite du colloque organisé à Rackeve en Hongrie, par la FIPF, en novembre 90.

Françoise Ploquin, présente à la rencontre, y relève avec justesse, les problèmes qui se posent aux enseignants de français dans cette région du monde, problèmes communs à tous, et qui ont en quelque sorte servi de catalyseur à la formation de la Commission FIPF pour l'Europe centrale et orientale: la CECO. Ce sont les problèmes de manque de matériel adapté au nouveau contexte social, de remise à jour des connaissances de milliers de professeurs qui, pour la plupart, n'avaient jamais eu de contacts préalables avec la France ou avec le monde francophone, de recyclage de milliers d'enseignants de russe qui, menacés de chômage, doivent se reconvertir à l'enseignement du français ou de l'anglais pour pouvoir continuer l'exercice de leur profession. En contrepoint de cet horizon plutôt noir, on relève la qualité de certaines techniques pédagogiques mises en place depuis longtemps et avec succès, techniques qu'il est souhaitable de répandre dans les écoles européennes où elles n'ont pas encore cours: les écoles et lycées bilingues de Russie, Tchecoslovaquie, Bulgarie et Hongrie.

La FIPF est, bien sûr, prête à favoriser une rencontre des enseignants concernés par ces pédagogies sur lesquelles les collègues de la CECO sont d'ailleurs en train de travailler. S'il n'est pas possible, faute de moyens, d'organiser une pareille rencontre avant la fin 91, nul doute que le Congrès de Lausanne, en juillet 92, saura offrir un cadre propice à des débats sur ce thème.

ROUMANIE

Le nombre de ceux qui, apprenant comme première langue le français, apprennent

(suite p. 16)

aussi l'italien, l'espagnol ou le portugais, va grandissant. C'est ce qui a permis d'organiser, avec l'appui de l'Union Latine, un concours «de la latinité», s'adressant à ceux qui sont capables de manier trois langues romanes, évidemment à l'exception du roumain. Le concours consistait en une traduction de trois textes, français-espagnol italien-portugais au choix, en roumain et de la traduction d'un texte roumain dans trois de ces quatre langues. Les épreuves ont convaincu les examinateurs sur la capacité des étudiants de se débrouiller simultanément, par écrit, dans trois langues romanes. Pour le moment les textes n'ont pas été très difficiles, le nombre de candidats n'a pas été très élevé, 26, mais 25 ont reçu des notes au-dessus de la moyenne admise, et la plupart ont reçu des moyennes au-dessus de 7 sur 10 points. Le concours aura probablement encore lieu dans les années à venir.

Ce qui fait que, même si les enseignants de langues vivantes de Roumanie n'ont pas encore réussi à organiser cet enseignement simultané, du moins est-il encouragé.

Sanda Ripeanu

NDLR: Nous rappelons à cette occasion, que le Secrétariat général de la FIPF sera toujours très heureux de recevoir le compte rendu de toute expérience d'enseignement concernant une approche simultanée des langues latines.

SUÈDE

L'Europe unie en création

La Suède nous donne encore un bel exemple d'échanges éducatifs. L'Association suédoise des enseignants de français organise, depuis maintenant trois ans, avec l'aide du BAL de Stockholm, des séjours d'un an pour certains lycéens dans des lycées français. Nous en avons parlé à plusieurs reprises dans les précédentes «Lettres». (cf. rubrique «Nouvelles des associations p.)

Nous apprenons maintenant, dans le bulletin de l'Association suédoise «Fransklärbulletinen», que l'école franco-suédoise de Stockholm organise, depuis 1986, des stages professionnels de quinze jours pour certains de ses étudiants suédois, dans des entreprises françaises. Il est difficile de trouver des entreprises prêtes à jouer ce jeu, mais malgré les difficultés, les organisateurs suédois ont quand même pu l'an dernier, envoyer trente jeunes

en France, alors qu'il n'y en avait que quinze, la première année de l'expérience, en 1986.

Que ce soit comme vendeuses en confection, ou comme employé-e-s dans les services de relations extérieures des entreprises par exemple, les étudiants ont, semble-t-il, été satisfaits de cette expérience, leurs employeurs aussi.

Il s'agit là d'une action exemplaire dans l'esprit de l'Europe de demain, même si elle est mise en œuvre par un pays qui n'est pas encore membre de la Communauté Européenne.

TCHÉCOSLOVAQUIE

Nous saluons au passage la revue «L'amitié», qui, pendant des années, et sous le nom d'«Amitié/Friendship», était la seule source d'information que nous avions sur l'action en faveur de l'enseignement du français dans ce pays.

Aujourd'hui, la revue est devenue monolingue (nous supposons qu'il existe une revue parallèle en anglais), et sa présentation s'est nettement améliorée, offrant ainsi un pouvoir d'attraction bien supérieur à ses jeunes lecteurs tchèques et slovaques. Le contenu est d'ailleurs tout aussi attrayant que le contenant, avec des articles sur Paul-Emile Victor, Patricia Kaas et une affichette ... d'Anthony Delon! Une enquête sur l'Enseignement supérieur en France ainsi qu'une rapide présentation de Bruxelles complètent le contenu de ce sympathique magazine.

Nous suggérons à sa rédaction d'envoyer quelques exemplaires de cette publication afin de la faire figurer dans l'exposition de bulletins scolaires et publications en français qu'organiseront le VIIIe congrès à Lausanne; (cf. la rubrique du huitième Congrès, p. 5)

LA LANGUE OFFICIELLE DE L'ARIZONA

Ce n'est plus l'anglais!

Aussi étonnant que cette nouvelle puisse paraître, la langue anglaise n'a été déclarée langue officielle de l'Etat d'Arizona qu'entre 1988 et 1991. Cette disposition vient cependant d'être déclarée irrecevable car elle viole le premier amendement de la Constitution américaine sur la liberté d'expression. Considérant que 25% de la population de cet Etat est en fait hispanophone, il semble

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

(suite de la page 13)

est des activités ponctuelles, trois faits méritent d'être mentionnés. Tout d'abord, les membres de l'Association ont pris l'initiative de fonder deux filiales de l'Alliance française dans deux grandes villes tchèques à l'Ouest et au Nord de la Bohême.

En deuxième lieu l'Association a organisé le concours national de conversation de la langue française pour les élèves de l'enseignement primaire et secondaire (les vainqueurs de trois catégories ont été récompensés d'un séjour de deux semaines en France). Et enfin dans son Bulletin, la SUF informe ses membres des activités de l'Association et de la FIPF, nous répondons à leurs questions concernant leur travail à l'école et sert de guide pour la francophonie.

Pour terminer, les professeurs de français ont également hautement apprécié le fait que le ministre français de l'Education nationale Monsieur Lionel Jospin, qui est venu à Prague pour une courte visite de travail, soit venu assister à un cours de français donné par le président de l'Association à l'Ecole Supérieure d'Economie de Prague. Pendant sa conférence de presse, Monsieur le Ministre a eu la gentillesse de dire tout le bien qu'il pensait des étudiants et de leur connaissance du français.

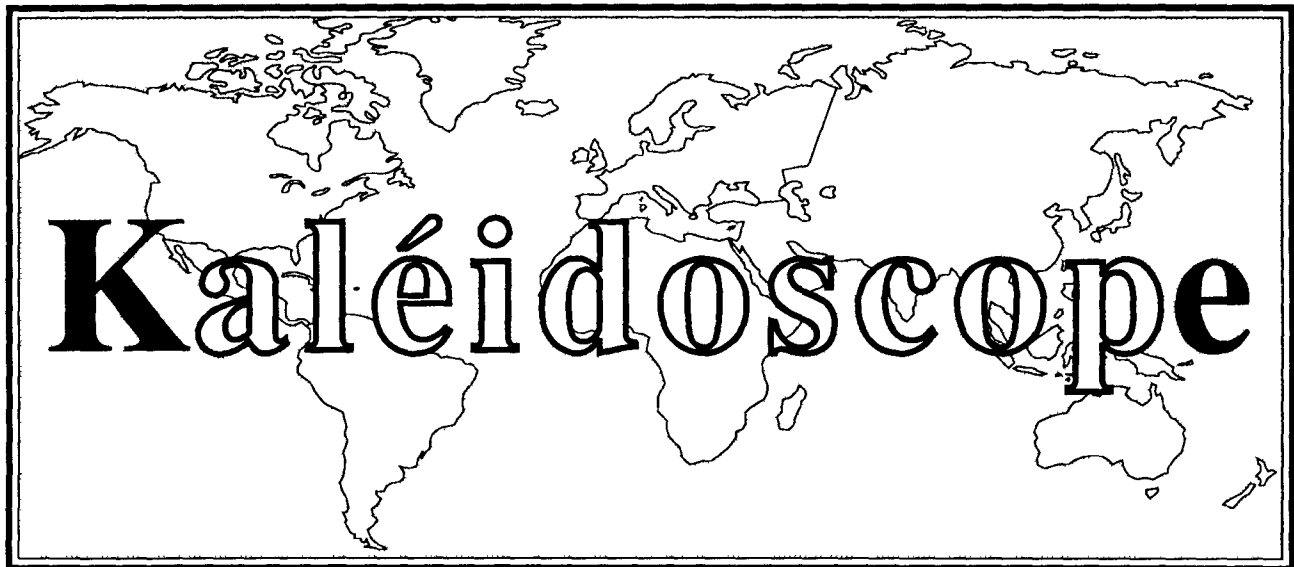
La réunion plénière de l'Association a montré qu'elle était bien engagée sur la voie de la francophonie et qu'elle pouvait déjà dès maintenant aligner plusieurs exemples concrets et encourageants de son travail en vue de l'élargissement de l'enseignement de cette belle langue qu'est le français.

Vaclav VLASAK,
Président de la SUF.

que cette récente décision de justice soit de nature à provoquer un inéluctable accroissement du bilinguisme anglo-hispanique.

Il n'y a sans doute aucune raison de penser que cela sera un mal.

(information extraite de la Gazette de la presse de langue française, journal de l'Union internationale des journalistes et de la presse de langue française, UIJPLF)



Supplément à la Lettre de la FIPF N° 50 - juin 1991

FRANCOPHONIE

LE IV^e SOMMET FRANCOPHONE : À PARIS

Les chefs d'Etat et de gouvernement se réuniront en novembre 1991

Le IV^e sommet des chefs d'Etat et de gouvernement des pays ayant en commun l'usage du français se tiendra à Paris (France) du 19 au 21 novembre 1991. Les précédents sommets francophones se sont tenus successivement à Paris (1986), Québec (1987) et Dakar (1989). Ils regroupent plus de quarante pays et gouvernements.

Le coup d'envoi à la préparation du prochain sommet de la Francophonie a été donné, dès le 8 avril, avec la première réunion du Comité international préparatoire (CIP).

La France, pays hôte, assure la présidence du CIP. Elle a été confiée à François-Régis Bastide,

diplomate et écrivain.

François-Régis Bastide:

Agé de 65 ans, François-Régis Bastide a été ambassadeur de France au Danemark, en Autriche et, plus récemment, de 1988 à 1990, il était ambassadeur, délégué permanent de la France auprès de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture (UNESCO).

(D'après Francophonie n° 17, bulletin de l'ACCT)

Ajoutons à cette information, le fait que la Roumanie et la Bulgarie ont présenté l'une et l'autre, une demande de participation à ce prochain sommet. Leur demande est actuellement en cours d'étude.

LA VII^e SESSION DU HAUT CONSEIL DE LA FRANCOPHONIE

Extraits de l'Allocution du Secrétaire général du Haut Conseil de la Francophonie, Monsieur Stélio Farandjis, lors de la Séance solennelle d'ouverture de la VII^e Session du Haut Conseil de la Francophonie au Palais de l'Élysée, le mardi 19 mars 1991:

«La création francophone doit s'appuyer sur l'action culturelle extérieure de chaque pays francophone. Déjà des expériences d'animation commune ont été conduites avec succès par des ambassadeurs francophones à Brasilia, à Moscou, à Stockholm. Il serait heureux que la francophonie fût inscrite comme mission à part entière des services et établissements culturels des pays fran-

çophones dans le monde en vue de généraliser les opérations conjointes portant sur le cinéma, la musique ou la littérature à New York, Pékin ou Tokyo.

La promotion de la création francophone devrait se faire davantage en double synergie, synergie entre partenaires francophones, synergie entre les réseaux institutionnels et les réseaux commerciaux et médiatiques. Elle devrait également s'appuyer sur tous ceux qui s'intéressent à la langue française dans le monde; ainsi plus d'une centaine d'associations de professeurs de français réunissent quelques dizaines de milliers d'enseignants dont la moitié environ pour le monde non francophone.

Des contrats de mission et des conditions matérielles et techniques devraient être envisagés pour permettre à ces associations de devenir des acteurs privilégiés du rayonnement culturel francophone mondial...

Aucun responsable politique, aucun créateur ne peut ignorer l'importance, en particulier, des nouvelles technologies de la communication qui transforment notre oekoumène en village noosphérique et qui permettent de porter en un instant la parole d'Antonine Maillet au fond de la Louisiane, celle d'Edouard Maunick sur tous les archipels, et les images de Souleymane Cissé dans le cœur de la Wallonie ou de la Romandie. Mais le satellite, le câble, la vidéo, le minitel n'ont de sens que si les programmes culturels existent réellement, que si la circulation se fait dans tous les sens, et que si tous les Francophones ont véritablement accès à tous ces médias; bref, il faut éviter par dessus tout qu'une poignée de sourds règne sur des millions de muets, ou que quelques Japonais et Américains se partagent canaux et images. Le monde francophone, l'Europe, le monde hispanophone, le monde germanophone, toutes les communautés linguistiques et culturelles, l'UNESCO doivent veiller au maintien de la pluralité dans les industries culturelles; ce qui n'exclut aucunement la conclusion avec des partenaires américains ou japonais d'accords de co-production et de co-diffusion.»

LA FRANCOPHONIE SUR LES ONDES

Après le succès de «Radio Nostalgie», première radio occidentale à émettre à Moscou depuis l'ouverture de la «perestroïka», en partenariat avec une radio moscovite, les émissions en français vont faire leur apparition à la télévision. Dès la fin de la présente année la télévision soviétique s'est engagée à diffuser 600 heures annuelles d'émissions françaises, à la suite d'un accord signé entre Canal France international, banque de programmes français et Gosteleradio. Espérons que les programmes sélectionnés le seront avec suffisamment de soin pour que les auditeurs fassent l'effort de surmonter le désagrément des sous-titres et partir ainsi à la découverte du monde francophone, en attendant que TV 5 couvre un jour peut-être correctement cette région du monde.

Dans un autre pays de la région, c'est la radio qui vient s'ajouter à la télévision. TV 5 atteint en effet maintenant la Roumanie, et les radios fran-

cophones commencent par ailleurs à s'y implanter sérieusement. C'est ainsi que Radio Delta, radio bilingue émanant de Radio France Internationale, a commencé à émettre sur 93,5 mHz à Bucarest, et 24h sur 24. Sept heures d'émissions quotidiennes se font en roumain, et le reste des émissions retransmet les programmes de RFI en français.

Rappelons qu'à Varsovie en Pologne, Radio Gazeta émet en français depuis plusieurs mois maintenant.

Il est essentiel que les enseignants de français soient parfaitement informés de ces émissions, non seulement pour pouvoir eux-mêmes en profiter, mais aussi pour informer leurs élèves des possibilités qu'ils ont maintenant d'écouter du français dans des conditions authentiques.

LA FRANCOPHONIE VOUS PARLE

Les huit ambassades des pays francophones représentés en Australie (Belgique, Canada, Egypte, France, Laos, Liban, Ile Maurice et Vietnam) ont présenté du 16 mai jusqu'au 2 juin à Canberra une série de manifestations intitulées «la francophonie vous parle».

C'est dans ce cadre que l'Union internationale des journalistes et de la presse de langue française (U.I.J.P.L.F.) a été chargée de préparer une exposition sur la presse écrite en langue française dans le monde.

Cette exposition rassemble 243 journaux, magazines, revues et bulletins, tous édités en langue française, provenant de 77 pays ou régions du monde.

Ces publications, toutes montées sur panneau, sont accompagnées d'une présentation cartographique des pays francophones.

Communiqué de l'UIJPLF

NDLR: Si des associations souhaitent, dans leur propre pays, organiser de semblables manifestations, elles pourraient peut-être, après avoir pris contact avec les ambassades francophones, contacter également l'UIJPLF à l'adresse suivante:

3, Cité bergère, F.75009 Paris-
Tél: (1) 47 70 02 80.

ENTRAIDE FRANCOPHONE

Les écoliers de Thoiry, Chevry, Crozet, Saint-Genis-Pouilly, Sergy, dans le pays de Gex, sont en train de procéder à la collecte de petit matériel scolaire pour le faire parvenir à leurs jeunes camarades de l'école de Galda, petite commune de 5.000 habitants en Transylvanie. Une commune sur cent mille dans le besoin, à travers le monde, mais il existe heureusement des milliers d'actions d'entraide de ce type.

LA NOUVELLE DIRECTION DE L'AUPELF

-Le recteur Monsieur Abdellatif Ben Abdeljlil de l'université Mohammed V de Rabat devient le nouveau président de l'AUPELF.

-Les trois vice-présidents sont MM. Arthur Bodson, recteur de l'université de Liège, Moïse Oliveira, professeur à l'université Omar Bongo de Libreville, et Régis Ritz, président de l'université de Bordeaux III.

-Le Conseil d'Administration est composé de treize membres titulaires: M. Mohammed Amara, recteur de l'université de Tunis II; Mme Francine Deminchel, président de l'université Paris VIII; M. Guy Fleury, administrateur général du Conservatoire national des arts et métiers de Paris; M. Michel Gervais, recteur de l'université Laval de Québec; M. A. Gouaze, président de la CIDMEF; M. Marcel Hamelin, recteur de l'université d'Ottawa; M. L.F. Hoffmann, Princeton University; M. Augustin Macheret, recteur de l'université de Fribourg; M. M. Mahassani, président du

CIROC; M. AR N'Diaye, président de l'AFELSH; M. Souleymane Niang, recteur de l'université de Dakar; M. Komlavi Fofoli Seddoh, recteur de l'université du Bénin au Togo et de deux membres de droit: M. Michel Guillou, directeur général-recteur de l'AUPELF: UREF et M. Bakary Tio-Touré, président sortant de l'AUPELF.

-Le nouveau conseil d'administration a confié à Monsieur Michel Guillou la double fonction de directeur général de l'AUPELF et de recteur de l'UREF.

-Mme Leila Rezk a été nommée directeur de cabinet.

-M. Michel Lucier a été nommé directeur des programmes de l'UREF, M. Philippe Ducray, directeur sectoriel des programmes de l'Information Scientifique et Technique, M. Jacques Bretteville, directeur de la recherche, et M. Jean-René Bourrel, directeur sectoriel de la formation.

PÉDAGOGIE

LES PROGRAMMES DE FRANÇAIS DANS LE MONDE

Les travaux du Comité formé aux Journées de réflexion pédagogique de Sèvres (juin 1989) pour étudier les programmes de français actuellement en usage dans le monde -l'un des projets d'actions éducatives de la FIPF-, ont donné lieu à une première publication. Le numéro 35 de la revue «Dialogues et cultures», en effet, est entièrement consacré à l'étude des objectifs d'enseignement et d'apprentissage de français, langue maternelle et langue étrangère.

Ce numéro se divise en trois parties. Dans la première, des professeurs de français exposent de manière succincte les finalités et la situation de l'enseignement du français dans leur pays, puis présentent les objectifs qu'ils poursuivent: Cuba, France, Grèce, Japon, Madagascar, République Centrafricaine, Sénégal, Tchécoslovaquie et Tunisie.

La deuxième partie privilégie l'approche comparative. Certains professeurs ont cherché à voir la place qu'occupent les objectifs socio-

culturels et les objectifs méthodologiques dans divers programmes de français. D'autres ont analysé les objectifs de programme d'une même aire géographique: l'Algérie, le Maroc et la Mauritanie.

La troisième partie se compose d'une grille d'analyse des programmes d'études de français, langue maternelle, et d'une courte bibliographie.

Il faut souligner que ce numéro, qui s'inscrit dans l'un des courants les plus récents de la réflexion didactique, rejoint les préoccupations d'un grand nombre de professeurs de français qui posent comme impérative la nécessité de réviser les savoirs enseignés, de réexaminer les conditions de leur transmission et de renforcer la cohérence de leurs programmes de français.

Jean-Pierre Béland
rédacteur en chef
de Dialogues et Cultures

PÉDAGOGIE DE L'INTERCOMPRÉHENSION

Un article du Français dans le Monde (N° 239 de février-mars 91) présente un compte rendu du colloque organisé à Nice en octobre dernier, par la FIPF, sur l'intercompréhension des langues latines.

«Le problème est posé, l'heure des solutions n'est pas encore venue» résume l'impression d'ensemble du colloque. Mais il valait la peine de se demander si *«d'un point de vue idéal et communicatif, il n'était pas légitime de viser à ce que chacun s'exprime dans sa propre langue, puisque c'est celle qu'il maîtrise le mieux, et comprenne son voisin qui s'exprime, lui aussi, dans sa propre langue?.... Loin d'être un pis-aller, l'intercompréhension apparaît, dans cette perspective, comme un objectif opératoire d'excellence»*.

Pour ceux qui s'intéressent à ce problème et qui, malgré les difficultés d'une mise-en-œuvre expérimentale au niveau scolaire, souhaitent tenter l'aventure, signalons que les Actes du colloque de Nice sont maintenant parus («Dialogues et Cultures» No 91-1) et qu'il est possible de se les procurer en envoyant à la FIPF un chèque de 60FF.

LES MANUELS DE FRANÇAIS

Une enquête de «Diagonales» N° 16, supplément au numéro 236 du Français dans le monde, porte sur les manuels «de» français d'utilisation récente dans un certain nombre de pays de la francophonie.

Il compare les conceptions qui ont guidé à l'élaboration de tels manuels au Cameroun, au Niger, au Vietnam en Guadeloupe, au Maghreb, à Madagascar et au Burundi. L'intérêt de l'enquête est de mettre en lumière les points communs d'une telle approche dans l'élaboration des manuels: prise en compte du milieu ambiant, des langues véhiculaires habituelles, des objectifs visés,...

On comprend mieux, après cette lecture, pourquoi des points de vue similaires au départ dans l'esprit des concepteurs, n'en permettent pas pour autant d'élaborer des manuels valables pour plusieurs pays à la fois, au grand désespoir des bailleurs de fonds des systèmes éducatifs africains qui souhaiteraient pourtant, par ce biais, arriver à une réduction sensible du coût de revient des manuels scolaires.

LA FORMATION DES ENSEIGNANTS EN AFRIQUE

Ce n'est pas seulement le thème majeur du dernier congrès de l'APFA, réuni à Lomé en juillet 90 et dont les Actes vont bientôt paraître, c'est aussi le titre d'un dossier publié par «Diagonales» N° 18, supplément au «Français dans le Monde» numéro 240.

Ce ne sera une surprise pour personne de retrouver dans ce dossier un certain nombre des problèmes évoqués à Lomé: contenus de la formation initiale et de la formation continue, rôle souvent concurrentiel, parfois contradictoire, des Ecoles normales et des Universités (*«Tant que la formation des futurs enseignants continuera d'être greffée, après coup, sur les autres programmes universitaires..... nous continuerons de former les professionnels possédant le moins de formation spécialisée de tout le monde du travail!»*).

Un dossier à consulter pour aller plus avant dans ce complexe problème de formation que nul pays, développé ou non, ne semble avoir résolu à sa satisfaction: témoin par exemple, la mise en place des **Instituts universitaires de formation des maîtres** qui, en France, va s'efforcer d'uniformiser, par le haut espère-t-on, la formation de tous les types d'enseignants, de l'école au collège, puis au lycée ou à l'enseignement technique.

L'ORTHOGRAPHE

Nous pensions en avoir terminé avec nos articulets réguliers sur l'orthographe et ses modifications, avec l'orthographe et la guerre sainte qu'elle a failli déclencher en France en janvier dernier, juste avant qu'une autre guerre, autrement sérieuse, ne se déclenche au Moyen-Orient.

Un dossier très complet publié par le numéro 81 de «Québec Français», la revue des professeurs de français du Québec, nous oblige à y revenir.

Par des articles très divers émanant de professeurs québécois, belges ou français, le dossier essaie de faire le point sur ces modifications publiées au Journal Officiel de la République Française le 6 décembre 1990. Certes, on ne s'y livre pas à une analyse point par point, comme l'ont fait les correcteurs de français dans leur ouvrage récent «Trait d'union, anomalies, et cœtera» (cf. rubrique «A lire» p.9), mais on relève certains des problèmes les plus importants qui demeurent après l'adoption de ces modifications (cas du tréma, ou de l'accord du participe passé de

laisser + infinitif par exemple).

Dans l'ensemble, les intervenants considèrent cependant que les modifications proposées sont une bonne chose, un pas dans la bonne direction avant une réforme plus approfondie, même si, dans un premier temps, leur mise en application complique la tâche des éditeurs de dictionnaires, des correcteurs et, bien sûr, des enseignants.

Il n'en reste pas moins que l'important, pour les enseignants, c'est d'amener l'élève à s'exprimer à l'écrit, et qu'aussi longtemps que la forme de l'écrit prendra autant de temps à enseigner, on risquera de négliger le fond pourtant primordial.

Un dossier de plus à ajouter, donc, à ceux qui alimenteront le prochain atelier de la FIPF sur l'orthographe, lors de ses journées de réflexion pédagogique des 27 et 28 juin prochain.

Ajoutons-y également l'article de Rosita Harvey, publié dans le Bulletin (hiver 91) du Conseil de la langue française à Québec, sur ce même problème. L'auteur pense que, dans un contexte probablement plus ouvert sur ce point que ne l'est le contexte socio-culturel français, la réforme s'imposera peu à peu, surtout si on ne laisse pas perdurer la cohabitation de graphies concurrentes. Elle considère donc que l'année qui vient sera cruciale pour la réussite de ce projet «qui, pour avoir été français au départ, concerne maintenant tous les francophones».

COURS DE FRANÇAIS SUR LES ONDES

«Dîtes-moi tout» est la nouvelle méthode de français à la radio, élaborée conjointement par Radio-France Internationale et le Centre National d'Enseignement à Distance (CNED) en France.

Une série de 30 émissions, de 7 minutes chacune, est programmée, destinée à un public essentiellement adolescent ou adulte étranger.

Chaque émission est construite autour d'un ou deux verbes dans leurs différents emplois: «faire, aller, être, avoir, etc.». Les exercices rigides et répétitifs de ces leçons de grammaire radiophoniques essaient de ne pas ennuyer l'auditeur, grâce à un accompagnement musical important et divertissant.

On ne peut pas, en moins de quatre heures d'enseignement, être très ambitieux, mais une telle politique ne peut manquer de développer l'accoutumance au français parlé, et de développer la compréhension orale.

Nous laisserons, aux méthodologues le soin de savoir s'il convient ou non d'accentuer fausse-

ment certains mots pour mieux en faire comprendre la formation.

Mais nous serions très heureux de savoir si, parmi les collègues, certains auditeurs de RFI ont pu capter ces émissions, et quelles sont leurs réactions. De nombreuses émissions sont prévues le samedi et le dimanche, ainsi qu'après 18 h. en semaine, ce qui devrait faciliter l'écoute du public scolaire.

UNE ADRESSE À CONNAÎTRE

Si vous passez à Montréal, il vous sera sans doute utile de savoir qu'il y existe, depuis 1988, un Centre d'auto-perfectionnement des enseignants de français langue seconde au 6970, avenue Christophe Colomb, Montréal H2S 2H5 (Tél. 514-273.53.29).

Le CAP repose sur le principe des centres locaux d'enseignants (CLE). Il a été fondé par des enseignants, pour des enseignants, avec le support du Ministère de l'Éducation du Québec.

On peut y consulter plus de 600 titres de matériel didactique pour l'apprentissage du FLS, des documents ministériels (programmes, guides pédagogiques, etc.), les revues et livres de référence les plus utiles aux enseignants. Mais on peut aussi y participer à des ateliers, des journées pédagogiques, des mini-colloques, et même prendre part à des visites d'écoles. Les activités ont lieu le jour ou le soir et comportent aussi bien des présentations de matériel didactique que des modules de perfectionnement.

A défaut de pouvoir s'y rendre, on peut se procurer la dernière publication du CAP:

Répertoire du matériel didactique pour l'enseignement du français au Québec (Langue seconde, Immersion, Accueil, Francisation), dont la seconde édition a été lancée au congrès de l'AQEFLS, en mars 1991. L'ouvrage, réalisé par une équipe dirigée par Danielle Robert-Pérez, s'avère une mine d'informations didactiques.

Les commandes postales doivent être adressées à :

Librairie M. Fortin
3714 rue Saint-Denis,
Montréal, Canada H2X 3L7.

Une autre adresse à connaître:

Celle de la FIPF où l'on peut commander les publications de la Fédération:

-La Lettre:.....55FF/an (4Nos)

-Dialogues et Cultures:.....60FF par No

(voir le sommaire, p. 1)

LUMIÈRES NOIRES

**LE MAGAZINE DU PRESTIGE
INTERNATIONAL DES COMMUNAUTÉS
FRANCOPHONES.**

Il s'agit, comme son nom l'indique, d'une revue de luxe, en couleurs, sur papier glacé qui présente les événements politiques mais aussi mondains, du monde francophone. Reportages, interviews, éditoriaux et commentaires divers, le tout abondamment illustré, donnent une idée précise des événements et des idées qui traversent la francophonie.

Il va sans dire qu'étant donné le poids du continent africain dans ce domaine, une partie fort importante de la revue lui est consacrée, mais les Caraïbes ou l'Océan Indien n'en sont pas absents. On peut être regretter néanmoins, dans les quelques numéros qu'il nous a été donné de parcourir, l'absence totale des problèmes concernant l'enseignement du français dans ces pays: ils constituent pourtant une préoccupation majeure des hommes politiques en place et, bien sûr, la clé de la survie de la langue française sur le continent africain.

Espérons que cette lacune sera, dans l'avenir, comblée.

Lumières noires,
éditions Unimonde
24, avenue Chandon.
92230 Gennevilliers.
Tel. (1) 47 94 00 26
fax: (1) 47 99 12 11

ECHANGES

**LE MAGAZINE DE LA COOPÉRATION
FRANÇAISE**

Il n'en est qu'à ses premiers numéros. Moins luxueux que le magazine précédemment cité, il concerne, lui aussi, principalement l'Afrique. Mais son approche est plutôt culturelle et économique. De courtes rubriques informatives de quelques lignes y alternent avec des reportages abondants et fort bien documentés sur des sujets de grave préoccupation comme l'explosion démographique dans les grandes métropoles africaines, la drogue en Afrique noire, l'Afrique australe à la croisée des perspectives,...

La préoccupation économique du magazine apparaît dans des articles sur les criquets, la coopération paysanne France-Afrique, la commercialisation des mangues, l'avenir du cacao,

l'acacia «arbre-miracle» du Sahel,...

Cette publication est dirigée par Raymond le Ruyet, grand ami de la FIPF et des professeurs de français dans le monde pendant ses années de passage au Ministère des Affaires étrangères. Ce magazine à la présentation bien aérée, parfaitement illustré, est promis, sous sa direction, à un bel avenir.

«Echanges»: Contacter Béatrice Méric
Ministère de la Coopération
et du Développement
20 rue Monsieur, 75007- Paris.

TEXTES ET DOCUMENTS
POUR LA CLASSE**LE PROCÈS DE NUREMBERG**

Le temps nous manque souvent pour commenter cette toujours excellente revue scolaire, mais nous attirons l'attention de nos lecteurs sur le récent numéro 585 du 17 avril 91: il porte sur le procès de Nuremberg et ses suites. Comme toujours basé sur des documents historiques parfaitement fiables, judicieusement illustrés, il constitue une référence pour les enseignants qui souhaitent approfondir leurs connaissances ainsi que celles de leurs élèves, sur les périodes d'horreur que l'Europe a connues à cause de la barbarie nazie.

Nous continuons à penser que TDC est un outil précieux pour les enseignants de FLE qui, dans leurs classes supérieures, souhaitent donner à leurs étudiants un aperçu véritablement authentique de la vie comme l'étudiant, sous tous ses aspects, les jeunes écoliers français.

Demandes d'abonnement à :
CNDP-Abonnement-
BP 107.05- 75224 Paris Cedex 05
Tarif pour l'Etranger:
403FF par voie de surface,
et 496FF par avion.

ECHOS

Cette revue trimestrielle publiée par le CIEP de Sèvres est bien connue des enseignants de français; les documents qu'elle publie permettent de mieux comprendre la France et la société française.

Le récent numéro 59 de décembre 90 comporte deux dossiers importants:

-le premier, sur le centenaire de la naissance de Charles de Gaulle;

(suite p.7)

VERS LE PLURILINGUISME ?

Il s'agit d'un numéro spécial du Français dans le Monde, série «Recherches et applications» de février-mars 91. Il est coordonné par Daniel Coste et Jean Hébrard.

Par son point d'interrogation, le titre évite de laisser entendre qu'il s'agit là de ce que d'aucuns pourraient appeler un vœu pieux. Le sous-titre «Ecole et politique linguistique» confirme que, si l'interrogation demeure, les solutions au problème sont en cours d'études.

Pour éclairer cette si vaste question, l'ouvrage commence par expliciter, dans un article de R. Breton, les notions de bilinguisme, diglossie, plurilinguisme de juxtaposition, de superposition, etc. Un rappel historique de G. Bodé montre qu'en France, et dans d'autres pays d'Europe, le retour à la nécessité du plurilinguisme fait suite à une longue lutte pour le monolinguisme, facteur, disait-on au XIXe siècle, de l'indispensable sentiment d'unité nationale. Si cette politique volontariste de la IIe, puis de la IIIe République, a été couronnée de succès (?) puisqu'à part le dialecte alsacien, les parlers régionaux ont pratiquement complètement disparu en France, il n'en a pas été de même aux Etats-Unis, et Claire Kramsch fait, dans son article, un sort au «mythe du melting-pot». Alors que 16 des Etats (dés-unis?) d'Amérique sont en train de déclarer l'anglais langue officielle, les Etats-Unis d'Europe mettent en place depuis vingt ans, une courageuse politique linguistique indispensable à l'unification envisagée. C'est ce que nous explique D. Girard dans son article.

Particulièrement intéressant est l'article de Jacques-André Tschoumy, dont les propositions, pour hardies qu'elles soient, ne sont pas moins solidement ancrées dans un pragmatisme bien helvétique, même si l'auteur n'est nullement lyrique sur le plurilinguisme helvète envié par tous les états européens. J-A Tschoumy propose en effet un trilinguisme pour tous: langue maternelle + deux langues étrangères, la première des deux étant nécessairement une langue de

proximité alors que la langue de communication internationale ne viendrait qu'en deuxième position. Par ailleurs, le réalisme l'emportant une fois encore, l'auteur demande le **primat de la compréhension sur l'expression**, citant comme exemple, le Conseil fédéral et toutes les Commissions fédérales suisses où chacun s'exprime dans sa langue, en étant sûr d'être compris par les autres. Il ne néglige pas pour autant l'importance de la connaissance du fait culturel des autres pays, mais en privilégierait l'enseignement dans une approche plus européenne. Il ne dit cependant pas comment atteindre cet objectif ambitieux dans la limite des temps scolaires habituels. Ce détail mis à part, l'article emporte l'adhésion par sa puissante force de conviction et son enthousiasme.

D'autres articles de Miquel Siguan, puis de G. Vigner, font le point sur la manière dont la Catalogne, puis le Cameroun, font face au problème du plurilinguisme.

Les articles de Willem Frijhoff, Christine de Hérédia-Deprez et Gisela Baumgratz-Gangl envisagent le plurilinguisme européen dans son passé, puis dans son avenir possible, pendant que Claude Oliviéri en fait de même pour le continent africain.

Louis Porcher et Daniel Coste apportent leurs conclusions à cette série d'articles. A partir du moment où l'on considère que «*ce n'est pas l'anglais qui pose problème, c'est l'anglais seul*» (J-A Tschoumy), le problème du plurilinguisme doit donc concerner tout le monde, et particulièrement nos dirigeants politiques. Mais «*le problème "interpelle" autant qu'il dérange*» (D. Coste), car, finalement et selon les pays considérés, «*la question est de savoir jusqu'où la différence linguistique peut être considérée comme un luxe ou comme une menace*» (R. Breton).

Le Français dans le Monde.
26, rue des Fossés-Saint-Jacques.
75005 Paris.

-le deuxième, sur l'écologie, les problèmes qu'elle soulève en France, ainsi que la vision française sur ces problèmes dans le monde.

La partie culturelle n'est bien entendu pas absente de la revue, avec, en particulier, des articles sur Montherlant pour la rubrique théâtre,

et Van Gogh pour la peinture.

Echos-CIEP,
B.P 75 92311
Sèvres-Cedex.
Abonnement par avion: 150FF.

LE FRANÇAIS AUJOURD'HUI

CONCEVOIR, ECRIRE.

La revue de l'Association française des enseignants de français publie son numéro 93 sur «Concevoir / Ecrire»

Numéro de toute première importance pour tous ceux, et ils sont nombreux, qui souhaitent approfondir leur réflexion sur l'écrit dans la classe de français langue maternelle.

Parmi les principaux articles de la revue:

«Penser l'écrit pour la didactique» de J-L Chiss et J. David,

«La production d'écrits et la psychologie cognitive» de M. Fayol,

«La notion d'écrit ou le continuum scriptural» par M. Dabène,

«Ecrire/réécrire avec "Wapiti": la reformulation» par R. Le Loch,

Abonnement: AFEF,
19 rue des martyrs 75009 Paris (260FF)

LE FRANÇAIS LANGUE SECONDE

LA PÉDAGOGIE DU F.L.S REVISITÉE

En 200 pages, Jean-Pierre Cuq, enseignant-formateur de l'Université de Grenoble III, s'efforce de clarifier le sens de cette appellation à propos de laquelle les contresens sont légion, aujourd'hui encore.

Il définit le français langue seconde d'abord par ce qu'il n'est pas: ni langue maternelle, ni langue étrangère, exercice déjà bien difficile en soi-même. Pour plus de précision, il assure la description du fonctionnement du français dans les divers pays où l'on peut considérer qu'il est langue seconde, et l'on s'aperçoit alors de la diversité des situations: contexte historique, politique, sociologique etc. qui font varier, d'un pays à l'autre, les composantes du concept de langue seconde.

L'important de cet ouvrage est qu'il montre de quelle manière les composantes de ce concept doivent être prises en compte dans la pédagogie. Cette pédagogie doit, selon l'auteur, être de toute évidence rattachée à celle du français langue étrangère, et en aucun cas langue maternelle, mais avec toutes les adaptations que rend nécessaire un environnement scolaire, familial, politique très variable et éminemment changeant.

Les bases conceptuelles établies dans ce livre doivent permettre dorénavant de repartir de pied ferme dans l'élaboration de nouvelles pédagogies.

LA FRANCOPHONIE NORD-AMÉRICAINE

UNE BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE

publiée par le Secrétariat permanent des peuples francophones.

Cette bibliographie, réalisée à l'aide de fichiers informatisés et selon les méthodes les plus récentes de traitement des données catalographiques, recense les livres, les études, les rapports, les répertoires et documents d'information qui présentent un intérêt actuel.

Les titres recensés portent principalement sur l'histoire, la démographie, la langue, la littérature, le patrimoine, la situation socio-économique et les relations politiques des communautés francophones du Canada et des Etats-Unis. Ils ont été choisis autant pour leur degré d'actualité que pour leur accessibilité dans les librairies et les bibliothèques. Les 471 notices sont classées par ordre alphabétique de titres et en fonction du découpage géographique du Canada, -par provinces et territoires-, et des Etats-Unis: la Louisiane et la Nouvelle-Angleterre.

UNE MERVEILLEUSE PETITE COLLECTION

LITTÉRATURES FRANCOPHONES POUR LES JEUNES

Dirigée par Françoise Ligier, membre du Bureau de la CAN et professeur à l'Université Concordia de Montréal, la Collection PLUS des Editions Hurtubise-HMH comprend déjà 24 volumes destinés à trois groupes d'âge (à partir de neuf, treize ou seize ans) dans lesquels on distingue aussi deux niveaux (facile et intermédiaire).

La collection est l'oeuvre d'écrivains issus de tous les horizons de la francophonie, qui ont accepté d'écrire pour les jeunes de tous les pays. Chaque livre (format Poche) est agréablement présenté et retient l'attention des jeunes. A la fin, le lecteur trouve le plus du plus, un appareil ludique enrichissant, ainsi qu'un module d'exploitation pédagogique avec des activités à reproduire pour chaque groupe d'âge, ce qui sera apprécié des professeurs et même de leurs élèves. L'objectif de la collection est d'entraîner le lecteur sur la voie du plaisir de lire; dès le premier coup d'oeil, on a l'impression qu'il est déjà atteint.

(Editions Hurtubise- HMH, 7360 boul. Newman,
Ville La Salle (Québec), Canada H8N 1X2)

ANAIS

**ACTES DU XE CONGRÈS NATIONAL
DES PROFESSEURS BRÉSILIENS DE
FRANÇAIS.**

Cet important volume de 600 pages publié par les presses de l'Université fédérale de Santa Catarina, reproduit les interventions des Actes du Xe Congrès national de l'ABPF intitulé: «Le français: l'enseignement et la recherche».

Un deuxième volume est en préparation, pour publier les interventions faites durant ce congrès, et dont les épreuves n'étaient pas parvenues à temps aux organisateurs pour pouvoir être publiées avant le congrès.

(Dario Fred Pagel,
Professeur au département de français
Université fédérale de Santa Catarina-
Florianopolis- Brésil)

ATLAS DU MONDE FRANCOPHONE

Cet ouvrage a été mis au point par le Groupe de recherches en géolinguistique de l'Université Laval à Québec.

Il se subdivise en cinq grands chapitres:

- les racines historiques du français;
- le français langue maternelle;
- le français langue seconde;
- le statut juridique du français;
- la francophonie.

Il s'agit d'une publication conjointe des Editions de la Liberté et des Publications du Québec, à Québec, avec les Editions Frison Roche à Paris.

TRAIT D'UNION, ANOMALIES, ET
CÆTERA**ANALYSE DES «RECTIFICATIONS» DE
L'ORTHOGRAPHE ET CONTRE-
PROPOSITIONS**

par le Syndicat des correcteurs et professions connexes de la correction.

Fait par des professionnels de la correction, ce petit ouvrage publié aux Editions Climats, reprend point par point les principales rectifications orthographiques publiées au Journal Officiel de la République française le 6 décembre dernier. Il n'est pas inutile de rappeler que par un communiqué du 13 décembre 90, le syndicat des correcteurs avait annoncé qu'il ne pourrait pas recommander à ses membres d'appliquer les nou-

velles règles orthographiques.

L'ouvrage est donc très critique des réformes envisagées, même si un certain nombre trouvent grâce à ses yeux. Le reproche principal n'est pas celui d'avoir voulu «simplifier» une orthographe qui en avait sans doute besoin, mais d'avoir voulu, par l'introduction de «macro-règles» d'application, créer de nouvelles exceptions ou couper inutilement des mots de leurs racines.

L'ouvrage est très professionnel et devra être pris en compte, comme d'autres, par toute personne soucieuse de se faire une idée objective de la difficulté du problème de la réforme orthographique de la langue française.

(Syndicat des correcteurs
3 rue du Château d'eau- 75010 Paris)

PUBLICS SPÉCIFIQUES
ET COMMUNICATION SPÉCIALISÉE

Il s'agit d'un ouvrage de la collection «Recherches et applications» du Français dans le Monde, coordonné par Jean-Claude Beacco et Denis Lehman et publié par Hachette.

Sorte de bilan de l'évolution de l'enseignement du français langue étrangère à des publics non scolaires, qui a connu des fortunes diverses sous les appellations de «langue de spécialité, français instrumental ou français fonctionnel», le livre nous intéresse tout particulièrement en ce qu'il prend en compte la dimension culturelle de la communication pédagogique et scientifique.

Il se pose, comme les participants aux journées de réflexion pédagogique de la FIPF vont bientôt le faire, la question de l'importance du culturel dans l'enseignement des langues. Mais au lieu de considérer l'importance du contenu culturel à enseigner, qui est ce sur quoi nous allons réfléchir, les auteurs s'interrogent sur la **composante culturelle** de l'apprenant que l'enseignant se doit de prendre en compte dans son enseignement. «*Qu'on prenne en compte cette dimension culturelle dans une perspective éducative (M. Abdallah-Preteille) ou dans le cadre de la méthodologie des langues étrangères (J-C Beacco), qu'on tente de cerner plus particulièrement les rapports de l'apprenant à sa langue maternelle, comme recours métalinguistique dans une relation plus affective (D. Véroniaque, H. Boyer), on bute sur la représentation des langues et des cultures,...*» (J-C Beacco, D. Lehman)

Il est utile, chacun en conviendra, de s'arrêter parfois en cours d'action,

(suite p. 10)

pour faire le point. Cet ouvrage aidera donc tous ceux qui en France comme à l'Étranger, souhaitent réfléchir un instant sur l'enseignement spécialisé qu'ils dispensent à un public dont les exigences de spécialisation sont de plus en plus marquées.

ECOLE ET HANDICAP

L'INTÉGRATION SCOLAIRE DES HANDICAPÉS

Sous le titre «Ecole et handicap», la revue Education et Pédagogies consacre son numéro 9 au thème de l'intégration des enfants handicapés au sein de l'école.

Le dossier s'ouvre sur quelques définitions du handicap et le détail des représentations qui y sont liées. Plusieurs contributions illustrent ensuite des aspects concrets: descriptions de recherches actions menées afin d'optimiser les chances de réussite des projets d'intégration, comptes rendus d'expériences pédagogiques conduites en milieu psychiatrique. Enfin, ce numéro est enrichi par la participation d'auteurs étrangers qui témoignent de la réalité de l'intégration scolaire des enfants handicapés dans leurs pays.

«Ecole et handicap», sans vouloir faire oeuvre de spécialiste ni prétendre à l'exhaustivité, se présente comme un ensemble de points de vue qui favoriseront, à n'en pas douter, la réflexion de chacun sur un problème de société.

CONGRES, COLLOQUES ET SEMINAIRES

LES POLITIQUES LINGUISTIQUES EN EUROPE

Chacun sait que l'Europe est un continent multilingue. Mais rares sont ceux qui mesurent l'étendue de ce multilinguisme. On se contente généralement de mentionner que l'Europe de 93 comptera 9 langues officielles, mais c'est là sans compter toutes les langues intra-nationales, et surtout les langues régionales.

Or il importe non seulement d'identifier ces différents parlars, - c'est en principe fait depuis longtemps-, mais il faut les classer, les «étiqueter» afin de pouvoir en présenter un répertoire à la fois compréhensif et surtout utilisable. En effet, les politiciens en charge des destinées européennes devront dans l'avenir prendre des décisions d'ordre linguistique : promouvoir l'enseignement de certaines langues, aider à la survie de certaines autres, encourager l'implantation d'autres encore etc.

C'est dans la perspective de clarifier un peu cette situation que le **Groupe de recherche sur le plurilinguisme en Europe** de l'Université de Strasbourg vient de tenir un colloque, sur ce thème, du 30 mai au 1er juin.

Il s'agissait prioritairement de définir, ou pour le moins d'étudier, les divers concepts opératoires regroupés en trois groupes :

- **un groupe socio-politique:** langue nationale, langue officielle, langue véhiculaire, langue régionale, langue territoriale, langue majoritaire;
- **un groupe socio-linguistique:** langue standard, langue commune, sociolecte, dialecte, pa-

tois, alternance de code;

- **un groupe fonctionnel:** langue maternelle, langue usuelle, langue première/langue seconde, langue des immigrants...

Au terme de ces exposés passionnés, il apparaît clairement que la tâche est quasiment herculéenne, surtout lorsque le même concept est regardé par des linguistes spécialistes venus de pays au contexte linguistique fort différent : ainsi si, pour un francophone moyen, le concept de langue maternelle est généralement bien compris, il n'est pas question de dire qu'un jeune Lausannois, lorsqu'il apprend l'allemand, apprend une langue étrangère. L'allemand, langue officielle de l'Etat helvète, ne peut en effet être considéré comme langue étrangère sur le territoire. Le jeune Lausannois apprend donc une «langue seconde» qui, bien entendu, n'a pas grand chose à voir avec ce que recouvre ce qualificatif pour le linguiste qui s'intéresse à l'enseignement du français en Afrique.

Pour donner un autre exemple, chacun sait, ou croit savoir, que le concept de «langue maternelle» est la chose au monde la plus aisée à concevoir. Il n'en est rien et ils sont infiniment plus nombreux qu'on ne le croit généralement ceux qui sont bien en peine, parmi les 2, 3, 4... langues qu'ils utilisent quotidiennement, d'en qualifier une de «maternelle», même s'ils n'ont, comme tout le monde, qu'une seule mère, généralement facilement identifiable.

(suite p.11)

Ce concept de langue maternelle apparaît donc, à tous égards, comme difficile à appliquer dans une classification, ou un recensement utilisé à des fins politiques. C'est ainsi que les Suisses l'ont fait disparaître du questionnaire de leur recensement décennal, mais sans pour autant satisfaire tout le monde par leur solution de remplacement.

Les conclusions de ce colloque seront publiées sous forme d'Actes par le G.R.E.P.E. et nous en informerons nos lecteurs, mais ces conclusions ne sauraient être définitives et la réflexion devra continuer.

«PRÊTE-MOI TA PLUME»

C'est le joli titre que nos collègues de l'Association québécoise des professeurs de français ont choisi pour leur prochain congrès annuel.

Celui-ci se tiendra les 7, 8 et 9 novembre 1991 à Québec.

Il est apparemment déjà trop tard pour envoyer d'éventuelles propositions de participation, mais pour tous renseignements, s'adresser à :

Johanne Bissonnette, AQPF Congrès 1991
2839, 1ère avenue, bureau 4. Québec G1L 3P1

COLLOQUE DE L'AELPL

RECHERCHE : HOMME D'AFFAIRES, POLYGLOTTE ET CULTIVÉ

L'Association européenne des linguistes et des professeurs de langues, AELPL, annonce un colloque international:

«*Esquisses pour un portrait de l'homme d'affaires européen* »

qui se tiendra sur le campus de l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales (HEC) à Jouy-en-Josas (78) les 19 et 20 septembre 1991

Première annonce et appel à communications
But du colloque:

Dans un contexte mondial où se cherche un équilibre politique, économique, culturel, le concept de l'unité européenne devient peu à peu une réalité concrète qu'il va s'agir de façonner selon l'image que les Européens se font et se feront d'eux-mêmes.

En face des deux grandes puissances économiques que sont les Etats-Unis et le Japon, qui ont produit des hommes d'affaires, des «entrepreneurs» typiques de leurs coutumes et de leurs cultures, quelle place et quelle figure l'homme d'affaires, l'entrepreneur européen, multinational et plurilingue, va-t-il prendre dans la prochaine décennie?

Si l'anglais, sorte de lingua franca, prévaut et prévaudra encore longtemps dans les échanges internationaux, qu'ils soient politiques ou économiques, n'y-a-t-il pas en Europe une situation particulière qui exige une redéfinition des aptitudes linguistiques de l'homme d'affaires, qui doit le rendre performant non seulement dans les relations économiques que son pays d'origine entretient avec les autres puissances mondiales, mais aussi, et surtout, avec les autres pays européens?

Dans l'image kaléidoscopique d'une Europe en pleine mutation, quel sera le visage de cet homme d'affaires européen? De quelle formation à l'international devra-t-il être pourvu? Culture économique, juridique, plurilingue certes, mais aussi connaissances approfondies des us et coutumes, de la psychologie de ses voisins qui seront aussi bientôt ses compatriotes.

C'est à ces différentes questions que ce colloque va tenter de donner des réponses, en s'attachant à mieux cerner les problèmes réels qui se posent aujourd'hui sur le terrain, et en proposant un portrait idéal qui sera peut-être celui de l'avenir.

COLLOQUE «LANGUES ET CITÉS»

Peu de temps après la publication du dernier numéro de «Langues et Cités», le CMIEB, la ville de Besançon et le CLAB décidaient, d'un commun accord, de reporter la Rencontre d'avril (cf. kaléidoscope n° 47 et 48), en raison des événements du Golfe, afin qu'elle puisse, lorsqu'elle aurait lieu, se dérouler dans les meilleures conditions possibles. Une nouvelle réunion de responsables des trois organismes impliqués dans la préparation de la Rencontre a permis de fixer de nouvelles dates. Il s'agit de vendredi 22, samedi 23 et dimanche 24 mai 1992. Il faut en effet du temps pour remobiliser les moyens, trouver des ressources et retenir à coup sûr des salles.

Le CMIEB remercie vivement tous ceux qui s'étaient inscrits pour le rendez-vous de cette année en s'excusant pour la gêne que la décision de report a pu leur causer.

En même temps, le CMIEB travaille activement à la préparation scientifique du Colloque organisé par l'Assessorat de l'Instruction Publique de la Région Autonome de la Vallée d'Aoste les 16-17-18 septembre 1991 à Saint Vincent d'Aoste et intitulé: «*Le plurilinguisme, condition de la démocratie culturelle pour l'Europe*». Le programme prévoit l'étude des thèmes suivants: les problèmes généraux

(suite p.12)

des plurilinguismes (l'après-midi du 16), le cas de la région de la vallée d'Aoste (le matin du 17), les enjeux culturels des plurilinguismes (l'après-midi du 17) et leurs enjeux politiques (le matin du 18).

Enfin, le CMIEB est associé à la préparation de la Vème Conférence de la paix organisée sous l'égide de la Fédération mondiale des cités unies par la ville de l'Hospitalet de Llobregat en Espagne les 17, 18 et 19 octobre 1991. Cette conférence s'intitulera: la méditerranée pour la Paix, et le CMIEB y suivra tout particulièrement les travaux de la Commission qui débattrà des problèmes d'interculturalité propres aux pays riverains de la méditerranée.

SALON EUROPÉEN DE L'ÉDUCATION

Du 25 au 29 octobre prochains, se tiendra à Rennes SCOLA 91, Salon Européen de l'Education créé à l'initiative de la Ville.

Pour sa troisième édition, cette manifestation biennale s'organise autour de deux grands axes:

Un colloque: les Rencontres des Partenaires Européens de l'Education qui concernent un public ciblé de professionnels;

Des expositions dans «le pavillon de l'Europe de l'Education», pôle grand public de SCOLA 91. Ce lieu d'expositions et d'animations accueillera parents, jeunes, scolaires.

Trois thèmes guideront le parcours dans cet espace:

- . Connaissance de l'Europe
- . Métiers et formations en Europe
- . Langues d'Europe

CONSEIL INTERNATIONAL D'ÉTUDES FRANCOPHONES

Le Conseil international d'études francophones (CIEF), dont le Congrès a eu lieu cette année à Tucson, Arizona, tiendra son prochain congrès mondial à Strasbourg du 20 au 27 juin 1992.

En plus d'une soixantaine de sessions pluridisciplinaires de haute qualité, le congrès comportera des réceptions de gala, des rencontres littéraires, une exposition de livres, ainsi que des excursions dans la région de Strasbourg. Est assurée la présence de conférenciers d'honneur, d'écrivains francophones et de responsables de divers organismes et associations du monde francophone.

Pour tout renseignement, s'adresser à:

Maurice Cagnon, Directeur exécutif, CIEF, French Department, Montclair State College, Upper Montclair, New Jersey, 07043; USA

Tél.: (201) 893-5143 ou 4283. Fax: (201) 893-5455.

EDUQUER EN FRANÇAIS AU CANADA: RÊVE OU RÉALITÉ

Le 44e congrès de l'ACELF, l'Association canadienne d'éducation de langue française, se tiendra à Windsor, Ontario du 7-10 août 1991

Pour tous renseignements:

ACELF, 268, rue Marie-de-l'Incarnation, Québec (Québec) G1N 3G4

ENSEIGNER LE FRANÇAIS AUJOURD'HUI:

ORIENTATIONS, CONTENUS, OUTILS

Les professeurs de français d'Allemagne organisent un grand congrès sur ce thème à l'université Humboldt de Berlin du 30 octobre au 2 novembre 91. Cette manifestation est placée sous le haut patronage de l'Assemblée internationale des parlementaires de langue française (AIPLF) et du Délégué général à la langue française.

«Après de longues années de séparation, les professeurs de français enseignant à l'est et à l'ouest de l'Allemagne assument de nouveau ensemble leurs tâches communes. C'est pourquoi une rencontre sur un plan plus étendu revêt une importance toute particulière.» Ainsi s'exprime le président de la Vereinigung der Französischlehrer Jürgen Olbert, ancien président de la FIPF. Le congrès présentera chaque matin une série de conférences sur divers aspects des réalités francophones et de l'enseignement du français en Allemagne. L'après-midi sont prévues plusieurs séries d'ateliers dirigés conjointement par un collègue allemand et un collègue français. Les thèmes en sont variés et concernent surtout la pratique de l'enseignement du français langue étrangère sous ses divers aspects. L'après-midi du samedi sera consacré à une table ronde «*Europe: conjuguer l'avenir du français au présent ou au passé?*». Y participeront le professeur Haral Weinrich de Munich et Claude Hagège, professeur au Collège de France.

Le programme complet et tous renseignements peuvent être obtenus à l'adresse suivante:

Geschäftsstelle der Vereinigung der Französischlehrer, Wasenächerstrasse 9,

D 7210 Rottweil-Hausen (tel.: 07 41/3 21 49).